

TRADUCTION

F. 95 - 2352

[S - C - 35899]

**10 MAI 1995. - Arrêté du Gouvernement flamand
fixant pour les années 1995 et 1996 les critères objectifs de répartition du Fonds spécial de l'Aide sociale**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 31 juillet 1990 instituant un Fonds spécial de l'Aide sociale, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 6 février 1991 fixant pour les années 1991 à 1995 les critères objectifs pour la répartition du Fonds spécial de l'Aide sociale entre les centres publics d'aide sociale de la Région flamande;

Vu l'accord donné le 4 mai 1995 par le Ministre flamand chargé du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de fixer sans délai les critères de répartition du Fonds spécial de l'Aide sociale pour l'année 1996 ayant trait entre autres aux charges nettes des centres publics d'aide sociale de l'année 1995 afin de permettre à ces administrations d'adapter leur politique à ces critères;

Sur la proposition du Ministre flamand des Finances et du Budget, des Etablissements de santé, de l'Aide sociale et de la Famille;

Après en avoir délibéré;

Arrêté :

Article 1er. Afin de fixer les critères objectifs de répartition du Fonds spécial de l'Aide sociale entre les centres publics d'aide sociale pour l'année 1996 l'arrêté du Gouvernement flamand du 6 février 1991 fixant pour les années 1991 à 1995 les critères objectifs pour la répartition du Fonds spécial de l'Aide sociale est appliqué tel qu'il a été modifié aux articles 2 et 4 inclus du présent arrêté.**Art. 2.** Dans les articles 1er et 2 du même arrêté la date 1996 est ajoutée aux dates 1991, 1992, 1993, 1994 et 1995.**Art. 3.** L'article 2, 3°, in fine du même arrêté est complété comme suit : "Une attention particulière sera prêtée à la politique locale en faveur des immigrés."**Art. 4.** L'article 3 du même arrêté est complété par un deuxième alinéa libellé comme suit :

"Le Ministre flamand chargé de l'Aide sociale fixe les conditions spéciales pour le subventionnement des initiatives visées à l'article 2, 3°, qui sont subventionnées à 90 % au maximum."

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1er janvier 1995.**Art. 6.** Le Ministre flamand qui a l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 mai 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

La Ministre flamand des Finances et du Budget,
des Etablissements de santé, de l'Aide sociale et de la Famille,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER**COMMUNAUTE FRANÇAISE - FRANSE GEMEENSCHAP****COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 95 - 2358

[S - C - 29482]

5 AOUT 1995. - Décret**portant modification de la législation relative à l'organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE Ier. - Généralités**CHAPITRE Ier. - Définitions****Article 1er.** Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° Haute Ecole : institution d'enseignement supérieur, organisée ou subventionnée par la Communauté française, dispensant un enseignement supérieur de type court, de type long ou des deux types selon les modalités prévues par le présent décret;

2° Autorités de la Haute Ecole :

a) Pour les Hautes Ecoles subventionnées par la Communauté française : les instances qui, dans chaque Haute Ecole, sont habilitées, soit par le pouvoir organisateur des Hautes Ecoles non constituées sous forme de personnes morales, soit statutairement, soit par délégation, à exercer les compétences qui leur sont attribuées par le présent décret;

(1) Session extraordinaire de 1995.

Documents du Conseil. - N° 26 - N° 1 : proposition de décret. N° 2 : avis du Conseil d'Etat. N° 3 : rapport. N° 4 à 15 : amendements.

Compte rendu intégral. - Discussion : séance du 4 août 1995. - Adoption. Séance du 5 août 1995.

b) Pour les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française : le conseil d'administration visé à l'article 65 ou le collège de direction visé à l'article 65;

3° Département : entité regroupant au sein d'une Haute Ecole des activités d'une même catégorie d'enseignement supérieur;

4° Enseignement supérieur : enseignement supérieur de plein exercice au sens de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur de plein exercice, à l'exclusion de l'enseignement universitaire;

5° Etudiants subsidiables : les étudiants qui entrent en ligne de compte pour le financement;

6° Cycle : période d'étude au terme de laquelle un grade peut être obtenu;

7° Année d'études : l'unité de division d'un programme ou cycle d'études;

8° Etablissement d'enseignement supérieur : institut dispensant un enseignement supérieur de type court, de type long ou des deux types à la date d'entrée en vigueur du présent décret;

9° Pouvoir organisateur : personne morale qui assume la responsabilité de l'enseignement dispensé dans un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur ou dans une Haute Ecole lorsque celle-ci n'est pas constituée sous forme de personne morale conformément à l'article 56, § 1er;

10° Section : subdivision d'une des catégories visées à l'article 12, § 1er, du présent décret pour le type court et le type long;

11° Option : la partie d'une section ayant une orientation propre et couvrant soit une partie d'une ou de plusieurs années d'études, soit toutes les activités d'enseignement d'une année d'études;

12° Le Conseil général : le Conseil général des Hautes Ecoles visé à l'article 79;

13° La Commission communautaire pédagogique : la Commission visée à l'article 80;

14° La Cellule de prospective pédagogique : la Cellule visée à l'article 82;

15° Le Comité de négociation : le Comité visé à l'article 85;

16° Le Conseil interréseaux de concertation : le Conseil visé à l'article 87.

CHAPITRE II. — *Champ d'application*

Art. 2. Le présent décret s'applique à tous les établissements d'enseignement supérieur de type court et de type long organisés ou subventionnés par la Communauté française et aux Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

A l'exception des articles 12, 18, 29, 33, 78, § 1er, et 83 le présent décret ne s'applique pas aux établissements d'enseignement supérieur qui organisent uniquement des études relevant de l'enseignement supérieur artistique. Il ne s'applique pas aux institutions universitaires, sauf les articles 78 et 83.

CHAPITRE III. — *Création et missions des Hautes Ecoles*

Art. 3. § 1er. Les Hautes Ecoles sont créées sur base d'un projet pédagogique, social et culturel visé à l'article 6, selon les modalités fixées au titre III, par regroupement volontaire des établissements d'enseignement supérieur organisés ou subventionnés par la Communauté française.

§ 2. Un établissement d'enseignement supérieur peut créer seul une Haute Ecole pour autant que cette création se base sur un projet pédagogique, social et culturel, conformément aux dispositions de l'article 6 et qu'elle respecte les dispositions prévues à l'article 49, § 1er, alinéa 1er, et § 2.

§ 3. Les établissements qui ne se regroupent pas en vertu des dérogations visées à l'article 49, §§ 3, 4 ou 5, sont également tenus de préciser leur projet pédagogique, social et culturel, conformément aux dispositions de l'article 6.

Art. 4. § 1er. La mission des Hautes Ecoles est d'assurer la formation initiale dispensée en enseignement supérieur de type court et de type long dans les différentes catégories d'études visées à l'article 12, § 1er, conformément aux objectifs visés à l'article 6.

§ 2. Elles peuvent également assurer la formation continuée, organiser la recherche appliquée et assurer des services à la collectivité notamment par une collaboration avec le monde éducatif, social, économique et culturel.

TITRE II. — *Objectifs, contenu et organisation de l'enseignement supérieur*

CHAPITRE 1er. — *Objectifs généraux de l'enseignement supérieur*

Art. 5. L'enseignement supérieur dispensé par une Haute Ecole doit poursuivre les objectifs suivants :

- 1° la préparation des étudiants à leur rôle de citoyen responsable au sein de la société;
- 2° la promotion du développement et de l'épanouissement de l'étudiant, notamment en favorisant le développement de son autonomie et de sa responsabilisation;
- 3° la formation des étudiants en vue de leur permettre de jouer un rôle actif dans le monde socio-économique.

CHAPITRE II. — *Projet pédagogique, social et culturel des Hautes Ecoles*

Section 1re. — *Définition du projet pédagogique, social et culturel*

Art. 6. § 1er. La création d'une Haute Ecole est basée sur un projet pédagogique, social et culturel.

§ 2. Le projet pédagogique, social et culturel doit préciser l'ensemble des moyens mis en œuvre pour atteindre au minimum les quinze objectifs visés au § 3.

Ces moyens sont librement décidés, soit par les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur visés à l'article 3, § 2, soit par les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur qui se regroupent selon les procédures visées au titre III, soit par les autorités des Hautes Ecoles qui fusionnent selon les procédures visées au titre III, soit par les autorités des Hautes Ecoles lors de la modification du projet pédagogique, social et culturel.

§ 3. Les objectifs du projet pédagogique, social et culturel visé au § 2 sont développés sous la forme des quinze chapitres suivants :

- 1° description des moyens mis en œuvre par la Haute Ecole pour intégrer les objectifs généraux de l'enseignement supérieur visés à l'article 5;
- 2° définition des spécificités de l'enseignement liées au caractère de la Haute Ecole et les moyens mis en œuvre pour maintenir ces spécificités;
- 3° définition des spécificités de l'enseignement de type court et/ou de type long dispensé par la Haute Ecole et description des moyens mis en œuvre pour maintenir ces spécificités;
- 4° description des moyens mis en œuvre par la Haute Ecole pour favoriser l'interdisciplinarité au sein d'une catégorie d'enseignement ou entre les catégories d'enseignement dispensé par la Haute Ecole;
- 5° définition des missions de la Haute Ecole, de l'articulation de ces missions entre elles et de la disponibilité des acteurs, notamment les enseignants, dans le cadre de ces missions;
- 6° définition des objectifs de chaque catégorie d'enseignement et de chaque programme d'études en mentionnant notamment les méthodes d'apprentissage appliquées et les objectifs de généralisation et/ou de spécialisation;
- 7° définition des modalités relatives aux passerelles entre les différents niveaux d'enseignement supérieur;
- 8° définition des modalités de mise en œuvre du contrôle de la qualité au sein de la Haute Ecole;
- 9° description des méthodes d'évaluation pédagogique de la Haute Ecole et de la fréquence des procédures d'évaluation;
- 10° description des moyens mis en œuvre par la Haute Ecole pour lutter contre l'échec scolaire;
- 11° description des moyens mis en œuvre pour assurer la mobilité étudiante au sein de la Haute Ecole, entre les Hautes Ecoles et avec les autres établissements d'enseignement supérieur belges ou étrangers;
- 12° définition des modalités d'organisation de la participation des acteurs de la communauté éducative au sein de la Haute Ecole;
- 13° description des modes de circulation de l'information relative notamment aux décisions des autorités de la Haute Ecole;
- 14° description des moyens mis en œuvre pour intégrer la Haute Ecole dans son environnement social, économique et culturel;
- 15° description des moyens mis en œuvre pour favoriser le partenariat avec d'autres établissements d'enseignement et/ou des personnes morales issues du monde social, économique et culturel.

§ 4. Les quinze chapitres figurent et sont développés dans chaque projet pédagogique, social et culturel.

Section 2. — Concertation relative au projet pédagogique, social et culturel

Art. 7. § 1er. Au plus tard le 31 décembre 1995, les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur qui ne se regroupent pas conformément aux dispositions de l'article 3, § 2, ou qui souhaitent se regrouper conformément aux dispositions du titre III soumettent, pour concertation, la proposition de projet pédagogique, social et culturel aux organisations représentatives des membres du personnel et des étudiants de chaque établissement d'enseignement supérieur concerné par ce projet.

Pour être pris en compte, l'avis des organisations représentatives précitées est rendu pour le 31 janvier 1996 aux pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur concernés.

§ 2. Toute proposition de modification du projet pédagogique, social et culturel, introduite par les autorités de la Haute Ecole, est soumise, pour concertation, au Conseil pédagogique visé aux articles 65 et 69 et au Conseil des étudiants visé à l'article 73.

Pour être pris en compte, l'avis du Conseil pédagogique et du Conseil des étudiants est rendu, dans les trente jours de la réception du projet, aux autorités des Hautes Ecoles.

§ 3. Les autorités des Hautes Ecoles qui souhaitent fusionner conformément aux dispositions de l'article 61 soumettent, pour concertation, la proposition de projet pédagogique, social et culturel au Conseil pédagogique, visé aux articles 65 et 69 et au Conseil des étudiants, visé à l'article 73, de chaque Haute Ecole concernée par ce projet.

Pour être pris en compte, l'avis du Conseil pédagogique et du Conseil des étudiants est rendu, dans les trente jours de la réception du projet, aux autorités des Hautes Ecoles.

Section 3. — Publication du projet pédagogique, social et culturel

Art. 8. Le projet pédagogique, social et culturel est un document public. Il est fourni, sur demande, par les autorités de la Haute Ecole.

Section 4. — Contrôle relatif au projet pédagogique, social et culturel

Art. 9. § 1er. Pour le 1er février 1996 au plus tard, les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur qui souhaitent se regrouper conformément aux dispositions du titre III transmettent au Gouvernement via les organisations représentatives de ces pouvoirs organisateurs, lorsqu'ils en sont membres, le projet pédagogique, social et culturel avec la proposition de regroupement visée à l'article 52 et les avis des organisations représentatives des membres du personnel et des étudiants visés à l'article 7, § 1er.

§ 2. Les autorités des Hautes Ecoles, qui souhaitent fusionner conformément aux dispositions de l'article 61, transmettent au Gouvernement via les organisations représentatives de ces autorités, lorsqu'elles en sont membres, le projet pédagogique, social et culturel avec la proposition de fusion visée à l'article 62 et les avis du Conseil pédagogique et du Conseil des étudiants visés à l'article 7, § 3.

§ 3. Le projet pédagogique, social et culturel et les avis visés à l'article 7, § 1er ou § 3, sont transmis sans délai par le Gouvernement à la Commission communautaire pédagogique.

La Commission communautaire pédagogique remet, dans les trente jours de la réception du projet pédagogique, social et culturel, un avis au Gouvernement sur la conformité de ce dernier avec les dispositions visées à l'article 6.

Dans le cas où au moins un des avis visés à l'article 7, § 1er ou § 3 est négatif, la Commission communautaire pédagogique entend les différentes parties concernées, assistées le cas échéant de leurs organisations représentatives, et joue un rôle de médiateur en vue d'arriver à un accord entre les parties.

§ 4. Toute modification introduite au projet pédagogique, social et culturel par les autorités de la Haute Ecole est transmise sans délai par celles-ci à la Commission communautaire pédagogique avec les avis du Conseil pédagogique et du Conseil des étudiants visés à l'article 7, § 2.

La Commission communautaire pédagogique remet, dans les trente jours de la réception du projet pédagogique, social et culturel, un avis au Gouvernement sur la conformité de ce dernier avec les dispositions visées à l'article 6.

§ 5. Dans le cas où la Commission communautaire pédagogique remet un avis négatif au Gouvernement, celui-ci notifie, soit aux pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur qui se regroupent en Hautes Ecoles dans le cas visé à l'article 7, § 1er, soit aux autorités des Hautes Ecoles dans les cas visés à l'article 7, § 2 et § 3, une mise en demeure déterminant le délai dans lequel un nouveau projet pédagogique, social et culturel respectant les dispositions visées à l'article 6 doit être déposé auprès de la Commission communautaire pédagogique.

Dans le cas visé à l'article 7, § 1er, la Commission communautaire pédagogique remet au Gouvernement, au plus tard le 15 avril 1996, un avis sur le nouveau projet pédagogique, social et culturel.

En cas de non-dépôt du nouveau projet pédagogique, social et culturel dans les délais, ou d'avis négatif de la Commission communautaire pédagogique, le Gouvernement peut, soit dans le cas visé à l'article 7, § 1er, refuser la proposition de regroupement, soit dans le cas visé à l'article 7, § 2, refuser le projet pédagogique, social et culturel, soit dans le cas visé à l'article 7, § 3, refuser la proposition de fusion.

Art. 10. § 1er. Lorsque la majorité des représentants, soit des membres du personnel, soit des étudiants siégeant dans le Conseil pédagogique d'une Haute Ecole estime que les autorités de la Haute Ecole ne mettent pas en œuvre un ou plusieurs des moyens prévus dans le projet pédagogique, social et culturel, il introduit une demande motivée de convocation du Conseil pédagogique auprès du Collège de direction de la Haute Ecole.

§ 2. Le Collège de direction de la Haute Ecole convoque le Conseil pédagogique dans les quinze jours de la réception de la demande et porte à l'ordre du jour le point qui a motivé la convocation.

Le Conseil pédagogique entend les autorités de la Haute Ecole et leur remet, après la clôture des débats, un avis motivé sur le respect des engagements prévus dans le projet pédagogique, social et culturel.

§ 3. Dans le cas où le Conseil pédagogique remet un avis négatif, les autorités de la Haute Ecole signifient dans les quinze jours de la réception de celui-ci leur décision de donner ou non suite à l'avis et de respecter les engagements prévus dans le projet pédagogique, social et culturel.

§ 4. En cas de décision négative, ou d'absence de décision par les pouvoirs organisateurs ou les autorités de la Haute Ecole, la majorité des représentants, soit des membres du personnel, soit des étudiants siégeant dans le Conseil pédagogique dans la Haute Ecole, peut saisir la Commission communautaire pédagogique par requête motivée.

§ 5. La Commission communautaire pédagogique instruit le dossier, entend, à leur demande, les requérants et les autorités de la Haute Ecole, assistés, le cas échéant, de leur organisation représentative, et remet, dans les soixante jours, un avis motivé aux parties concernées et au Gouvernement sur le respect par la Haute Ecole des engagements prévus dans le projet pédagogique, social et culturel. L'avis doit préciser les moyens prévus dans le projet pédagogique, social et culturel qui n'ont pas été mis en œuvre par les pouvoirs organisateurs ou les autorités de la Haute Ecole et propose les mesures pour y remédier.

§ 6. Dans le cas où la Commission communautaire pédagogique remet un avis négatif, le Gouvernement notifie aux autorités de la Haute Ecole une mise en demeure prévoyant les délais dans lesquels elles devront mettre en œuvre les moyens prévus dans le projet pédagogique, social et culturel et propose les moyens pour y remédier.

§ 7. Si, au terme de la mise en demeure, le Gouvernement constate, après avis de la Commission communautaire pédagogique, que les autorités de la Haute Ecole restent en défaut de respecter les moyens précisés dans la mise en demeure, le Gouvernement décide une diminution des subventions ou crédits de fonctionnement octroyés à la Haute Ecole.

Art. 11. La Commission communautaire pédagogique peut être également saisie, par requête motivée, par un inspecteur de l'Administration de la Communauté française qui estime que les autorités de la Haute Ecole ne mettent pas en œuvre un ou plusieurs des moyens prévus dans le projet pédagogique, social et culturel. Dans ce cas, la procédure prévue à l'article 10, § 5 à 7, est d'application.

CHAPITRE III. — *Structure de l'enseignement supérieur de type court et de l'enseignement supérieur de type long et détermination des grades*

Section 1re. — *Catégories d'enseignement supérieur*

Art. 12. Des études supérieures de type court ou de type long peuvent être organisées dans les catégories suivantes :

- 1° l'enseignement supérieur agricole;
- 2° l'enseignement supérieur artistique;
- 3° l'enseignement supérieur économique;
- 4° l'enseignement supérieur paramédical;
- 5° l'enseignement supérieur pédagogique;
- 6° l'enseignement supérieur social;
- 7° l'enseignement supérieur technique;
- 8° l'enseignement supérieur de traduction et d'interprétation.

Art. 13. Des études supérieures de type court et de type long peuvent relever de plusieurs des catégories mentionnées à l'article 12

Section 2. — Enseignement supérieur de type court

Art. 14. § 1er. L'enseignement supérieur de type court est dispensé en un seul cycle comptant au moins trois années d'études et au plus quatre années d'études.

§ 2. L'enseignement supérieur de type court associe sur le plan pédagogique la théorie et la pratique, les stages en milieu professionnel ou en laboratoire occupant un temps à déterminer par le projet pédagogique, social et culturel.

Art. 15. Les études supérieures de type court sont sanctionnées par l'un des grades suivants :

Accoucheuse, agrégé(e) de l'enseignement secondaire inférieur, assistant(e) d'ingénieurs, assistant(e) de laboratoire clinique, assistant(e) en psychologie, assistant(e) social(e), auxiliaire social(e), bibliothécaire documentaliste gradué(e), conseiller(ère) social(e), conseiller(ère) social(e) et fiscal(e), éducateur(trice) gradué(e), éducateur(trice) spécialisé(e), gradué(e), infirmier(ère) gradué(e), instituteur(trice) maternel(le), instituteur(trice) primaire.

Art. 16. A l'issue du cycle visé à l'article 14, les études supérieures de type court peuvent en outre conduire à l'obtention d'un diplôme de spécialisation.

Ce diplôme est délivré au terme d'une année d'études.

Section 3. — Enseignement supérieur de type long

Art. 17. § 1. L'enseignement supérieur de type long est de niveau universitaire. Il sanctionne des études organisées en deux cycles. Chaque cycle comprend au moins deux années d'études et au plus trois années d'études.

Les grades et les titres sanctionnant les études de premier et de second cycles de l'enseignement supérieur de type long sont de même niveau que les grades académiques correspondants.

§ 2. La pédagogie de l'enseignement supérieur de type long se fonde sur l'induction et procède par étapes : expérimentation — concepts scientifiques — applications et projets.

La formation est à la fois opérationnelle et proche du concret d'une part, conceptuelle et rigoureuse, d'autre part.

Art. 18. § 1er. Les études supérieures de type long de premier cycle sont sanctionnées par le grade de candidat(e).

§ 2. Les études supérieures de type long de deuxième cycle sont sanctionnées par l'un des grades suivants : licencié(e), architecte, ingénieur industriel, ingénieur commercial.

§ 3. La formation pédagogique complétant le grade de licencié en sciences économiques est sanctionné par le grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur.

Art. 19. A l'issue du deuxième cycle visé à l'article 17, les études supérieures de type long peuvent conduire à l'obtention d'un diplôme d'études supérieures spécialisées.

Ce diplôme est délivré au terme d'études qui s'étendent sur une durée maximale de deux années d'études et comprennent notamment des activités de recherche appliquée menées, entre autres, en milieu professionnel en Belgique ou à l'étranger.

Section 4

Dispositions communes à l'enseignement supérieur de type court et à l'enseignement supérieur de type long

Art. 20. § 1er. Sans préjudice de l'article 59, la décision par laquelle le Conseil d'administration d'une Haute Ecole organisée par la Communauté française ouvre une nouvelle section, une nouvelle option ou de nouvelles études de spécialisation est soumise à l'autorisation du Gouvernement sur avis du Conseil général.

§ 2. Sans préjudice de l'article 59, les nouvelles sections, les nouvelles options ou les nouvelles études de spécialisation ouvertes par une Haute Ecole subventionnée par la Communauté française sont reconnues et admises aux subventions par le Gouvernement sur avis du Conseil général.

Art. 21. § 1er. Le Gouvernement peut créer de nouvelles études en ce compris des études de spécialisation relevant d'une des catégories énumérées à l'article 12, § 1er, sur avis du Conseil général. Ces nouvelles études comprennent des activités d'enseignement en rapport avec le grade conféré et permettent à l'étudiant d'acquérir la connaissance, la compréhension et les aptitudes dont il doit disposer.

Chaque année d'études comporte des activités d'enseignement d'au moins 700 heures et d'au plus 1 200 heures.

§ 2. La structure et la classification de ces nouvelles études en enseignement supérieur de type court ou en enseignement supérieur de type long sont déterminées par le Gouvernement de la Communauté française sur avis du Conseil général.

CHAPITRE IV. — Conditions d'accès aux études supérieures de type court et de type long

Art. 22. § 1er. Ont accès à la première année d'études de l'enseignement supérieur, en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui justifient :

1° soit d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré par un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale pour les étudiants qui ont obtenu ce certificat après l'année scolaire 1992-1993;

2° soit d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur pour les étudiants qui l'ont obtenu avant l'année 1993-1994 accompagné, pour l'accès à la première année de l'enseignement supérieur de type long, du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur;

3° soit d'un certificat homologué de l'enseignement général technique ou artistique délivré par un établissement d'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté flamande ou par le jury de la Communauté flamande habilité à délivrer ce certificat et qui donne accès à l'enseignement universitaire dans cette Communauté;

4° soit d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type court de plein exercice, ou d'un titre correspondant délivré par l'enseignement de promotion sociale;

5° soit d'un diplôme ou certificat d'études étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés en 1° et 3° en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes ou certificats d'études étrangers, d'un décret, d'une directive européenne ou d'une convention internationale;

6° soit d'une attestation de succès à l'un des examens d'admission organisés par les Hautes Ecoles et dont les programmes sont arrêtés par le Gouvernement sur avis du Conseil général; cette attestation donne accès aux études qu'elle indique.

Ont aussi accès à la première année d'études dans l'enseignement supérieur de type court paramédical les étudiants qui ont réussi l'examen d'admission organisé, conformément aux dispositions arrêtées par le Gouvernement devant un jury de la Communauté française.

§ 2. Sans préjudice des dispositions prévues aux articles 23 et 24, ont accès à la première année d'études de deuxième cycle de l'enseignement supérieur de type long, en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui ont le grade de candidat qui correspond à ces études.

§ 3. Ont accès aux études en vue de l'obtention du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur les étudiants qui ont un grade sanctionnant des études de deuxième cycle de type long dans la catégorie économique ou qui sont inscrits à de telles études. Dans ce dernier cas, ils ne peuvent obtenir le grade d'agrégé qu'après avoir obtenu le grade qui sanctionnera leurs études de deuxième cycle.

Art. 23. § 1er. Conformément aux dispositions arrêtées par le Gouvernement, après avis du Conseil général, les autorités de la Haute Ecole définissent les conditions auxquelles les étudiants passent :

1° d'une année de l'enseignement supérieur de type court d'une section à une autre année de l'enseignement supérieur de type court d'une autre section;

2° d'une année ou d'un cycle de l'enseignement supérieur de type long à une année de l'enseignement supérieur de type court;

3° d'une année ou d'un cycle de l'enseignement universitaire à une année de l'enseignement supérieur de type court;

4° d'un premier cycle de l'enseignement supérieur de type long d'une section à un deuxième cycle de l'enseignement supérieur de type long dans une autre section;

5° d'un premier cycle de l'enseignement universitaire à un deuxième cycle de l'enseignement supérieur de type long;

6° d'un cycle de l'enseignement supérieur de type court à un deuxième cycle de l'enseignement supérieur de type long dans une section analogue;

7° d'une année d'un cycle de l'enseignement universitaire ou d'un cycle de l'enseignement supérieur de type long à une année d'un cycle de l'enseignement supérieur de type long;

8° d'un deuxième cycle de l'enseignement universitaire aux études de spécialisation organisées dans l'enseignement supérieur de type long en application de l'article 19.

§ 2. Les passerelles prévues au § 1er valent également pour les étudiants porteurs d'un des titres délivrés par l'enseignement de promotion sociale correspondant à ceux délivrés par l'enseignement de plein exercice, conformément à l'article 75 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

En ce qui concerne les titres spécifiques l'enseignement supérieur de promotion sociale de régime 1, tels que définis par le décret précité, des passerelles peuvent être également prévues selon les modalités à définir par le Gouvernement, sur avis du Conseil général.

§ 3. Les passerelles prévues au § 1er valent également pour les étudiants issus de l'enseignement de promotion sociale aux conditions déterminées par le Gouvernement.

Art. 24. Les autorités de la Haute Ecole peuvent admettre à des études de deuxième cycle qu'elles déterminent des étudiants qui n'ont pas le grade de candidats, mais qui justifient d'une expérience professionnelle d'au moins quatre ans et qui, au terme d'une procédure d'évaluation organisée par les autorités de la Haute Ecole, justifient de connaissances et d'aptitudes suffisantes pour suivre ces études avec succès.

La détermination des études visées à l'alinéa premier doit être approuvée au préalable par le Gouvernement sur avis du Conseil général.

Art. 25. Aux conditions que fixent les autorités de la Haute Ecole, ont accès à des études de deuxième cycle, en vue de l'obtention des grades qui les sanctionnent, les étudiants qui sont porteurs d'un diplôme ou certificat d'études étranger en rapport avec ces études et reconnus équivalents à ceux mentionnés aux articles 15 et 18, § 1er, en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers.

Art. 26. § 1er. L'étudiant choisit librement la Haute Ecole à laquelle il souhaite s'inscrire.

§ 2. Toutefois, par décision motivée, en application de dispositions arrêtées par le Gouvernement, les autorités de la Haute Ecole peuvent refuser l'inscription d'un étudiant.

L'étudiant dont on a refusé l'inscription doit en être informé par pli recommandé. Cette information contient également les modalités d'exercice des droits de recours.

Lorsque ce refus émane d'une Haute Ecole organisée par la Communauté française, l'étudiant peut, dans les 10 jours, par pli recommandé, faire appel de la décision devant le Gouvernement qui peut, dans les 30 jours, invalider le refus.

Lorsque ce refus émane d'une Haute Ecole subventionnée par la Communauté française, l'étudiant peut, dans les 10 jours, par pli recommandé, faire appel de la décision devant la commission visée au dernier alinéa, qui peut, dans les 30 jours, invalider le refus.

Les Hautes Ecoles subventionnées par la Communauté française prévoient, dans leurs dispositions réglementaires, la création et l'organisation d'une commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription. Cette commission, qui présente des garanties d'indépendance, peut, dans le respect des modalités fixées par les dispositions réglementaires, invalider le refus.

CHAPITRE V. — Organisation des études

Section 1re. — Règlement des études et adhésion de l'étudiant au projet de la Haute Ecole

Art. 27. Les autorités de la Haute Ecole arrêtent un règlement des études. Ce règlement et ses modifications ultérieures éventuelles sont communiqués à la Commission communautaire pédagogique qui le transmet au Gouvernement dans les quinze jours de la réception avec un avis motivé sur le respect, par le règlement, du projet pédagogique, social et culturel visé à l'article 6 et des dispositions visées dans les lois, décrets et arrêtés en vigueur.

Le règlement fixe notamment :

1° les objectifs poursuivis par chaque programme d'études;

2° la description de chaque programme d'études;

3° l'organisation de l'année académique dans le respect du régime de vacances et congés fixé par le Gouvernement;

- 4° le règlement disciplinaire et toutes les procédures de recours;
- 5° les règles en matière d'étalement des années d'études et de remédiation conformément aux articles 31 et 32;
- 6° les règles en matière de dispense de certaines parties de programme ou de réduction de la durée minimale des études, conformément aux articles 34 et 35;
- 7° les dispositions inhérentes aux méthodes pédagogiques.

Le règlement mentionne le montant des droits d'inscription.

Le règlement des études est un document public. Il est fourni, sur demande, par les autorités de la Haute Ecole. L'organisation de l'année académique est fixée conformément aux dispositions générales arrêtées par le Gouvernement.

Art. 28. § 1er. Avant son inscription, l'étudiant reçoit le projet pédagogique, social et culturel visé à l'article 6, le règlement des études visé à l'article 27 et le règlement général des examens visé à l'article 42.

§ 2. L'inscription de l'étudiant dans la Haute Ecole implique l'adhésion de l'étudiant au projet pédagogique, social et culturel visé à l'article 6, au règlement des études visé à l'article 27 et au règlement général des examens visé à l'article 42.

Section 2. — Programmes d'études

Art. 29. A condition de respecter le programme et l'horaire minimal fixés par les lois, décrets et arrêtés, chaque Haute Ecole organise ses horaires et élabore ses programmes.

Les programmes des études supérieures de type court qui mènent à l'obtention d'un des grades visés à l'article 15 comprennent au moins trois années d'études.

Les programmes des études supérieures de type long de premier cycle qui mènent à l'obtention du grade de candidat comprennent au moins deux années d'études.

Les programmes des études supérieures de type long de deuxième cycle qui mènent à l'obtention d'un des grades visés à l'article 18, § 2, comprennent deux années d'études à l'exception du grade d'ingénieur commercial et du grade d'architecte qui comprennent trois années d'études.

Les programmes qui comprennent l'obtention du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur comprennent une année d'études.

Art. 30. Les étudiants inscrits dans une Haute Ecole en vue de l'obtention d'un des grades visés aux articles 15, 16, 18 et 19 suivent régulièrement les activités d'enseignement du programme de l'année d'études à laquelle ils sont inscrits et qui sont organisées par la Haute Ecole. Ils y présentent les examens qui se rapportent à leur programme d'études.

Toutefois des accords conclus avec d'autres Hautes Ecoles ou établissements d'enseignement supérieur, universitaires ou non, belges ou étrangers, peuvent prévoir que certains de ces cours et travaux seront organisés par ces autres Hautes Ecoles ou établissements d'enseignement supérieur et que les examens qui s'y rapportent y seront présentés, conformément aux règles qui y sont en vigueur. Ils peuvent aussi prévoir l'échange de membres du personnel enseignant.

Art. 31. Par décision des autorités de la Haute Ecole et aux conditions qu'elles fixent, les étudiants qui en font la demande peuvent être autorisés à répartir une année d'études sur plusieurs années académiques.

Dans ce cas, les étudiants n'entrent en ligne de compte pour le financement qu'au prorata de la partie du programme d'études qu'ils ont effectuée selon des modalités à arrêter par le Gouvernement sur avis du Conseil général.

Art. 32. Par décision des autorités de la Haute Ecole et aux conditions qu'elles fixent, les étudiants, inscrits pour la première fois en première année, qui en font la demande, peuvent être autorisés en cours d'année à répartir sur deux années successives leur première année d'études. Les examens non réussis au cours de la première année peuvent être représentés deux fois l'année suivante. Ce régime particulier comporte l'obligation de suivre une formation complémentaire de mise à niveau dont le programme est fixé par les autorités de la Haute Ecole, en concertation avec l'étudiant concerné.

Les étudiants auxquels ce régime s'applique sont considérés comme inscrits deux fois en première année.

Section 3. — Durée des études

Art. 33. Sous réserve de l'article 35, un étudiant doit, pour l'obtention d'un des grades visés aux articles 15, 16, 18 et 19, avoir consacré à ses études le nombre d'années suivant :

- 1° au moins 3 années pour l'obtention d'un des grades visés à l'article 15;
- 2° au moins 2 années pour l'obtention d'un des grades visés à l'article 18, § 1er;
- 3° au moins 2 années pour l'obtention du grade de licencié ou d'ingénieur industriel;
- 4° au moins 3 années pour l'obtention du grade d'ingénieur commercial ou d'architecte;
- 5° au moins 1 année pour l'obtention du diplôme de spécialisation de l'enseignement supérieur de type court visé à l'article 16;
- 6° au moins 1 année pour l'obtention du diplôme d'études supérieures spécialisées de l'enseignement supérieur de type long visé à l'article 19.

Art. 34. Aux conditions qu'elles fixent, les autorités de la Haute Ecole peuvent dispenser les étudiants de certaines parties de leur programme d'études en considération des études ou parties d'études qu'ils ont déjà effectuées avec succès.

Art. 35. Les autorités de la Haute Ecole peuvent accorder aux étudiants qui bénéficient des dispenses prévues à l'article 34 une réduction de la durée minimale de leurs études, telle qu'elle est définie à l'article 33.

Section 4. — Contrôle de la qualité

Art. 36. § 1er. Au plus tard le 1er août de chaque année, les autorités de la Haute Ecole transmettent à la Commission communautaire pédagogique un rapport d'activités complet comprenant un chapitre relatif au respect du projet pédagogique, social et culturel par la Haute Ecole, conformément aux dispositions prévues par le Gouvernement.

§ 2. Dans les soixante jours du dépôt de ce rapport d'activités, la Commission communautaire pédagogique transmet ce rapport au Gouvernement et au Conseil général accompagné d'un avis portant sur le respect du projet pédagogique, social et culturel par la Haute Ecole.

Dans le cas où la Commission communautaire pédagogique remet au Gouvernement un avis négatif, la procédure visée à l'article 10, §§ 6 et 7, est d'application.

Art. 37. Les autorités de la Haute Ecole procèdent à un contrôle de la qualité des activités d'enseignement et des autres missions qu'elles organisent. Dans le cadre de ce contrôle de qualité, il sera notamment procédé à une évaluation des modalités de refus d'inscription visé à l'article 26.

Ce contrôle de qualité est géré selon une procédure définie par le Gouvernement qui prévoit notamment le recours à des experts extérieurs dont la majorité exercera une profession principale en dehors de l'enseignement.

Le rapport relatif au contrôle de la qualité des activités de la Haute Ecole est transmis tous les trois ans à partir du 1er septembre 1998 au Gouvernement, à la Commission communautaire pédagogique visée à l'article 80 et à la Cellule de prospective pédagogique visée à l'article 82.

La Commission communautaire pédagogique remet au Gouvernement dans les soixante jours un avis motivé portant sur le respect du projet pédagogique, social et culturel tel que ce dernier est contenu dans le rapport relatif au contrôle de la qualité des activités de la Haute Ecole.

Le Gouvernement détermine les suites à donner aux conclusions de ce contrôle de qualité.

CHAPITRE VI. — Organisation des examens et jurys

Art. 38. Pour être admis à s'inscrire aux examens organisés par une Haute Ecole, tout étudiant est tenu de suivre régulièrement les activités d'enseignement du programme de l'année d'études à laquelle il est inscrit.

Art. 39. Nul ne peut être admis à participer à plus de deux sessions au cours d'une même année académique.

Art. 40. Les épreuves sont publiques. Elles sont orales ou écrites. Tout étudiant peut consulter la copie corrigée de son épreuve écrite.

Tout étudiant peut, sur simple demande, recevoir ses résultats par examen.

Art. 41. Les autorités de la Haute Ecole constituent des jurys par année d'études. Les jurys sont composés des membres du personnel ayant assumé la responsabilité des activités d'enseignement suivies par l'étudiant, d'un président et d'un secrétaire et, le cas échéant, d'experts extérieurs.

Les jurys délibèrent collégalement et souverainement sur l'admission, l'ajournement ou le refus de l'étudiant et sur l'attribution des mentions.

Art. 42. Sous réserve des autres dispositions du présent chapitre, le Gouvernement arrête un règlement général des examens.

Ce règlement fixe :

1° les périodes des examens;

2° les conditions de réussite;

3° les modalités de l'organisation et du déroulement des examens;

4° les modes de fonctionnement des jurys;

5° les modes d'introduction, d'instruction et de résolution des plaintes d'étudiants relatives à des irrégularités dans le déroulement des examens;

6° la détermination de l'autorité compétente pour décider d'un refus d'inscription aux examens et les modalités d'exercice des droits de recours.

Le règlement des examens est un document public. Il est fourni, sur demande, par les autorités de la Haute Ecole.

CHAPITRE VII. — Jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française

Art. 43. Le Gouvernement peut créer des jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française chargés de délivrer les grades visés aux articles 15 et 18 et les titres de capacité exigés en vertu de la législation en vigueur et qui ne sont délivrés ni par des institutions universitaires, ni par des établissements d'enseignement supérieur ni par des Hautes Ecoles.

Il arrête leurs modalités de fonctionnement et fixe les droits d'inscription ainsi que les indemnités des examinateurs.

CHAPITRE VIII. — Délivrance des diplômes

Art. 44. Les grades visés aux articles 15 et 18 et les diplômes qui les attestent sont délivrés, soit par les jurys des Hautes Ecoles, soit par les jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française.

Les grades visés aux articles 16 et 19 et les diplômes ou certificats qui les attestent sont délivrés par les jurys des Hautes Ecoles.

Art. 45. Les diplômes sont signés par le directeur-président et par les membres du jury. Ils sont en outre contresignés par le Gouvernement ou son délégué.

Si le diplôme est délivré par un jury d'enseignement supérieur de la Communauté française conformément à l'article 43, il est signé par le président et les membres du jury et contresigné par le Gouvernement ou son délégué.

TITRE III. — Constitution des Hautes Ecoles

CHAPITRE 1er. — Critères de regroupement des établissements d'enseignement supérieur en Hautes Ecoles

Section 1re. — Zone de regroupement

Art. 46. § 1er. Sans préjudice de l'article 3, § 2, les Hautes Ecoles sont créées par zone par regroupement des établissements d'enseignement supérieur de type court et/ou de type long organisés ou subventionnés par la Communauté française situés dans une même zone et dispensant un enseignement supérieur à la date du 1er janvier 1995.

Par dérogation à l'alinéa premier, les Hautes Ecoles peuvent être créées par le regroupement d'établissements d'enseignement supérieur situés dans des zones différentes pour autant que ces établissements soient localisés à une distance d'au maximum vingt kilomètres.

§ 2. Un établissement d'enseignement supérieur est considéré comme localisé dans une zone lorsque son siège administratif et l'ensemble de ses implantations y sont situés, sans préjudice de l'article 48, § 2.

§ 3. La Haute Ecole relève de la zone dans laquelle sont localisés le ou les établissements qui la composent et qui totalisent le plus grand nombre d'étudiants régulièrement inscrits au 1er février 1995.

§ 4. Par exception au § 1er, les établissements d'enseignement supérieur dont les implantations sont situées dans des zones différentes, et si ces implantations résultent d'une fusion opérée avant le 1er janvier 1995 en vertu de la législation en vigueur, peuvent se regrouper en Haute Ecole pour autant qu'ils respectent les dispositions prévues à l'article 49, § 1er, alinéa 1er, et § 2.

Art. 47. Les zones visées à l'article 46 sont les zones géographiques suivantes :

- 1° la province de Luxembourg;
- 2° la province de Namur;
- 3° la province de Hainaut;
- 4° la province de Liège, à l'exception de la Région de langue allemande;
- 5° la Région bilingue de Bruxelles-Capitale et la province du Brabant wallon.

Art. 48. § 1er. La Haute Ecole ne peut organiser un enseignement que dans la zone dans laquelle elle est située. L'enseignement qu'elle organise peut être dispensé dans plusieurs implantations situées dans la zone.

§ 2. Sans préjudice de l'article 46, § 4, lorsqu'un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur composant la Haute Ecole organisent, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, un enseignement supérieur dans des implantations situées dans des zones différentes, ces implantations peuvent être maintenues pendant une durée déterminée par le Gouvernement.

Au plus tard à l'issue du délai déterminé par le Gouvernement, ces implantations sont, soit fermées, soit transférées dans la zone de l'établissement dont elles dépendent, soit reprises dans une Haute Ecole de la zone où elles sont situées.

L'implantation peut être reprise par une Haute Ecole d'un autre réseau moyennant l'approbation du Gouvernement.

§ 3. La Haute Ecole doit s'assurer que tous les cours d'une même journée, suivis par un étudiant, soient dispensés dans la même implantation.

Les Autorités des Hautes Ecoles, en accord avec le Conseil pédagogique, peuvent déroger au principe de l'alinéa premier.

Section 2. — Taille, type et catégorie

Art. 49. § 1er. La Haute Ecole organise à la fois des études supérieures de type court et de type long, dans plus d'une des catégories visées à l'article 12, § 1er.

Par dérogation à l'alinéa 1er, la Haute Ecole peut organiser des études supérieures de type court ou de type long. Elle peut également organiser des études relevant d'une seule des catégories visées à l'article 12, § 1er.

Est considérée comme dispensant un enseignement supérieur de type long la Haute Ecole qui organise au moins un des deux cycles de cet enseignement.

§ 2. La Haute Ecole doit compter un nombre minimum d'étudiants régulièrement inscrits variant en fonction de la zone dont elle relève selon les modalités visées à l'article 46, § 3.

Ce nombre est fixé à :

- 700 étudiants pour la zone visée à l'article 47, 1°;
- 860 étudiants pour la zone visée à l'article 47, 2°;
- 1 100 étudiants pour la zone visée à l'article 47, 3°;
- 1 280 étudiants pour la zone visée à l'article 47, 4°;
- 1 600 étudiants pour la zone visée à l'article 47, 5°.

Le calcul du nombre d'étudiants visé à l'alinéa 1er peut se faire au choix des établissements d'enseignement supérieur qui décident de se regrouper :

1° soit sur base de la population des étudiants régulièrement inscrits au 1er février 1995 dans chacun des établissements qui se regroupent;

2° soit sur base de la moyenne arithmétique de la population des étudiants régulièrement inscrits au 1er février 1993, au 1er février 1994 et au 1er février 1995 dans chacun des établissements qui se regroupent.

§ 3. Par dérogation au § 1er, alinéa 1er, les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur existant au 1er janvier 1995 peuvent constituer, par zone, par réseau et par caractère, une Haute Ecole n'organisant que des études supérieures de type court ou de type long lorsque le regroupement d'établissements d'enseignement supérieur organisant à la fois des études supérieures de type court et de type long est, dans le même réseau de même caractère, impossible à réaliser dans la zone compte tenu d'une absence de l'un des types d'enseignement.

§ 4. Par dérogation au § 1er, alinéa 1er, les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur existant au 1er janvier 1995 peuvent constituer, par zone, par réseau et par caractère, une Haute Ecole ne comportant qu'une catégorie d'études visée à l'article 12, § 1er, lorsque le regroupement d'établissements d'enseignement supérieur relevant de plus d'une des catégories visées à l'article 12, § 1er est, dans le même réseau de même caractère, impossible à réaliser dans la zone compte tenu d'une absence de différentes catégories d'enseignement.

§ 5. Par dérogation au § 2, les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur existant au 1er janvier 1995 peuvent constituer, par zone, par réseau et par caractère, une Haute Ecole dont le nombre d'étudiants régulièrement inscrits, calculé conformément aux dispositions de l'alinéa 3 du § 2, est inférieur au nombre d'étudiants visé à l'alinéa 2 du § 2, lorsque ce dernier ne peut pas être atteint par le regroupement des établissements du même réseau de même caractère dans la zone.

Section 3. — Réseau

Art. 50. Les établissements d'enseignement supérieur relevant de pouvoirs organisateurs appartenant à des réseaux d'enseignement différents peuvent se regrouper. De même, sans préjudice de l'article 53, § 1er, des regroupements par transfert de sections d'établissements appartenant à des réseaux différents sont autorisés. Dans ces cas, les pouvoirs organisateurs optent pour l'appartenance de la nouvelle Haute Ecole à l'un des réseaux dont relevaient les établissements d'enseignement supérieur avant leur regroupement.

Ces réseaux sont les suivants :

- 1° le réseau de la Communauté française qui comprend les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française;
- 2° le réseau de l'enseignement officiel subventionné qui comprend les Hautes Ecoles organisées par les provinces, les communes, les associations de communes ou toutes autres personnes morales de droit public;
- 3° le réseau de l'enseignement libre subventionné qui comprend les Hautes Ecoles organisées par des personnes privées.

CHAPITRE II. — Procédure de constitution des Hautes Ecoles

Section 1re. — Dépôt de la proposition de regroupement des Hautes Ecoles

Art. 51. § 1er. Pour le 1er février 1996, les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur de type court et de type long organisés ou subventionnés par la Communauté française au 1er janvier 1995 doivent transmettre au Gouvernement, via les organisations représentatives de ces pouvoirs organisateurs lorsqu'ils en sont membres, une proposition de regroupement en Haute Ecole selon les dispositions prévues au chapitre 1er du présent titre et conformément aux dispositions prévues à l'article 3.

§ 2. Lors de la constitution d'une Haute Ecole, les différents établissements peuvent garder leur dénomination. Il peut s'agir tant de la dénomination officielle que de la dénomination usuelle.

§ 3. La proposition de regroupement en Hautes Ecoles visée au § 1er est établie par les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur après concertation des organisations représentatives des membres du personnel et des étudiants des établissements concernés.

La proposition de regroupement en Hautes Ecoles doit être soumise pour concertation aux organisations représentatives précitées pour le 31 décembre 1995 au plus tard. Celles-ci remettent aux pouvoirs organisateurs un avis circonstancié pour le 31 janvier 1996 au plus tard. Les différents corps communs aux établissements d'enseignement supérieur concernés peuvent également remettre un avis complémentaire.

Art. 52. La proposition de regroupement en une Haute Ecole par les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur comprend :

- 1° le projet pédagogique, social et culturel d'établissement visé à l'article 6;
- 2° les avis visés au § 1er de l'article 7;
- 3° la (ou les) dénomination(s) retenue(s);
- 4° la détermination de la nature juridique de la Haute Ecole au moment de sa création et les projets de statuts y afférents;
- 5° la description du patrimoine immobilier de chaque établissement d'enseignement supérieur;
- 6° la détermination du réseau dont relève la Haute Ecole;
- 7° la description des établissements ou parties d'établissements d'enseignement supérieur qui entrent dans la composition initiale : implantation et répartition de la population par section, par catégorie et par type d'enseignement supérieur;
- 8° le nombre et la dénomination des départements, des sections et des options;
- 9° la composition du ou des pouvoirs organisateurs de la Haute Ecole non constituée sous forme de personne morale;
- 10° la composition et les compétences des organes de gestion et de consultation;
- 11° les accords de collaboration intervenus entre les établissements d'enseignement supérieur composant la Haute Ecole en ce compris les modalités de collaboration entre l'enseignement supérieur de type court et l'enseignement supérieur de type long ainsi qu'entre les différentes catégories visées à l'article 12, § 1er;
- 12° dans le cas où la Haute Ecole est constituée sous forme de personne morale, les conventions relatives, soit à la transmission des droits et obligations des pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur à la Haute Ecole contenant les consentements des tiers concernés, soit à la mise à la disposition de la Haute Ecole de leur patrimoine ainsi que toute convention établie entre les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur;
- 13° le cas échéant, les demandes de transfert de section(s) ou d'implantation(s) entre établissements d'enseignement supérieur relevant de Hautes Ecoles différentes par chaque établissement d'enseignement concerné;
- 14° le cas échéant, les modalités de réorganisation visées à l'article 53, § 2;
- 15° le cas échéant, les conventions liant entre eux les départements, sections ou implantations de Hautes Ecoles différentes et reprenant des collaborations existant au 1er septembre 1995;
- 16° les avis visés au § 3 de l'article 51;
- 17° le cas échéant, le projet de composition de la Commission visée à l'article 26.

Art. 53. § 1er. Les propositions de regroupement en Hautes Ecoles visées à l'article 52 peuvent comprendre, le cas échéant, des demandes de transfert d'une ou plusieurs sections ou implantations d'un établissement à un autre établissement d'enseignement supérieur qui se regroupe dans une autre Haute Ecole.

Moyennant l'approbation du Gouvernement, ces sections ou implantations peuvent appartenir à un établissement d'un autre réseau.

Dans ce cas, le Gouvernement arrête le nouveau nombre de sections par Haute Ecole sur base des dispositions de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur de plein exercice.

§ 2. Dans le cas où un établissement d'enseignement supérieur dispense également, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, un enseignement d'un autre niveau, la proposition de constitution en Haute Ecole doit comprendre les modalités de réorganisation résultant, soit du regroupement en Haute Ecole de l'établissement concerné, soit du transfert à la Haute Ecole de son enseignement supérieur. Le Gouvernement arrête les dispositions réglementaires résultant de cette réorganisation.

Section 2. — Examen de la proposition de regroupement en Hautes Ecoles par le Comité de négociation

Art. 54. § 1er. Le Gouvernement transmet sans délai les propositions de regroupement en Hautes Ecoles au Comité de négociation.

§ 2. Au plus tard le 15 février 1996, le Comité de négociation transmet, pour information, aux pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur situés dans la zone, les propositions de regroupements en Hautes Ecoles des établissements relatifs à cette zone.

Les pouvoirs organisateurs de ces établissements peuvent rendre un avis au Comité de négociation dans les trente jours de la réception de ces propositions de regroupement.

§ 3. Le Comité de négociation analyse, par zone, les propositions de regroupement. Si les avis visés au § 3 de l'article 51 ou au § 2 du présent article sont négatifs ou s'il est saisi d'une plainte émise par une composante de la communauté éducative qui estime que le regroupement proposé lèse gravement les intérêts d'un autre établissement d'enseignement supérieur de la zone, en ce qu'il l'empêche de bénéficier d'une des modalités de regroupement visées à l'article 49, § 1, alinéa 1, il entend les différentes parties concernées et organise une médiation entre elles pour tenter d'arriver à un accord entre les parties.

§ 4. Le Comité de négociation remet au Gouvernement pour le 15 avril 1996 un avis circonstancié sur les propositions de regroupement.

Cet avis comprend :

- les procès-verbaux des différentes séances;
- le cas échéant, les procès-verbaux des auditions;
- les raisons pour lesquelles les avis négatifs visés au § 3 de l'article 51 et au § 2 du présent article sont ou non justifiés;

— une conclusion motivée sur l'existence ou non d'une lésion d'intérêt d'un autre établissement d'enseignement supérieur de la zone suite aux plaintes visées au § 3 et, le cas échéant, les mesures pour y remédier.

L'avis est rendu à l'unanimité des membres du Comité de négociation. Si l'unanimité ne peut être réalisée, l'avis comportera une ou des notes de minorité.

Section 3. — Décision du Gouvernement

Art. 55. § 1er. Dans le cas où la Commission communautaire pédagogique remet un avis positif sur le projet pédagogique, social et culturel et où le Comité de négociation remet un avis positif et unanime sur la proposition de regroupement, le Gouvernement approuve le regroupement. Il communique sa décision aux pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur concernés au plus tard le 30 avril 1996.

§ 2. Dans les autres cas, le Gouvernement peut refuser la proposition de regroupement. Il invite les différents pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur concernés à lui soumettre une nouvelle proposition au plus tard pour le 15 juin 1996. Il précise les raisons de son refus et, le cas échéant, les mesures pour y remédier. Dès qu'il est saisi de la nouvelle proposition de regroupement, il approuve ou désapprouve le regroupement.

§ 3. Le Gouvernement établit par arrêté pour le 30 juin 1996 :

- 1° par zone, la liste des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;
- 2° pour chacune des Hautes Ecoles, la liste des établissements ou parties d'établissements d'enseignement supérieur qui entrent dans leur constitution.

CHAPITRE III. — Nature juridique des Hautes Ecoles et succession aux droits des établissements d'enseignement supérieur

Art. 56. § 1er. Les Hautes Ecoles relevant du réseau de l'enseignement libre subventionné et du réseau de l'enseignement officiel subventionné sont constituées sous la forme de personnes morales; à l'exception des Hautes Ecoles regroupant des établissements d'enseignement supérieur relevant du pouvoir organisateur d'une seule commune ou d'une seule province.

§ 2. Chaque Haute Ecole organisée par la Communauté française constitue un service à gestion séparée, au sens de l'article 140 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

Art. 57. § 1er. La Haute Ecole subventionnée par la Communauté française, constituée sous forme de personne morale, succède à l'ensemble des droits et obligations des pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur nécessaires à l'activité de la Haute Ecole qui la constituent en ce compris les droits et obligations relatifs au personnel sur base des conventions prévues à l'article 52, moyennant le consentement des tiers concernés.

Dans l'enseignement supérieur officiel subventionné de type court et de type long, tout membre du personnel qui, en ce qui le concerne, ne consent pas à ce que la Haute Ecole subventionnée par la Communauté française succède aux droits et obligations du pouvoir organisateur dont il dépend sera considéré comme démissionnaire au sens de l'article 59, 1°, du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné.

Dans l'enseignement supérieur libre subventionné de type court et de type long, tout membre du personnel qui, en ce qui le concerne, ne consent pas à ce que la Haute Ecole subventionnée par la Communauté française succède aux droits et obligations du pouvoir organisateur dont il dépend sera considéré comme démissionnaire au sens de l'article 72, 1°, du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

Par dérogation à l'alinéa 1er, les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur peuvent conserver leur droit de propriété sur leur patrimoine moyennant acceptation des obligations qui y sont attachées. Les éléments de ce patrimoine qui sont nécessaires à l'activité de la Haute Ecole seront mis à la disposition de celle-ci selon les modalités déterminées conventionnellement.

§ 2. Les Hautes Ecoles doivent transmettre au Gouvernement, au plus tard pour le 30 juin 1997, un inventaire du patrimoine mobilier.

CHAPITRE IV. — Incitants au regroupement

Art. 58. Par dérogation aux lois, décrets et arrêtés en vigueur relatifs aux normes d'encadrement, seules les Hautes Ecoles constituées selon les modalités prévues à l'article 49, § 1^{er}, alinéa 1, disposent de l'encadrement total résultant de l'addition de l'encadrement au 1er février 1996 des établissements d'enseignement supérieur qui se regroupent dans la Haute Ecole.

Art. 59. Sans préjudice des dispositions visées à l'article 20, seules les autorités des Hautes Ecoles constituées selon les modalités prévues à l'article 49, § 1, alinéa 1, peuvent décider d'ouvrir une nouvelle section, une nouvelle option ou de nouvelles études de spécialisation relevant d'une autre catégorie que celles organisées par la Haute Ecole, conformément aux dispositions des décrets et arrêtés en vigueur.

Art. 60. Les Hautes Ecoles constituées en application de l'article 49, § 3, § 4 ou § 5, peuvent bénéficier des dispositions visées aux articles 58 et 59.

CHAPITRE V. — Procédure de fusion des Hautes Ecoles

Section 1re. — Dépôt de la proposition de fusion des Hautes Ecoles

Art. 61. § 1er. Les Hautes Ecoles d'une même zone constituées en vertu du présent titre peuvent fusionner.

Les Hautes Ecoles relevant de réseaux différents peuvent fusionner. Dans ce cas, les autorités des Hautes Ecoles optent pour l'appartenance de la nouvelle Haute Ecole à l'un des réseaux dont relevaient les Hautes Ecoles avant leur fusion.

§ 2. La proposition de fusion des Hautes Ecoles est établie par les autorités des Hautes Ecoles, après concertation du Conseil social et du Conseil pédagogique visés aux articles 65 et 69 et du Conseil des Etudiants visé à l'article 73 de chaque Haute Ecole concernée qui rendent leur avis circonstancié dans les trente jours de la demande d'avis.

§ 3. Les autorités des Hautes Ecoles transmettent au Gouvernement, via les organisations représentatives de ces autorités lorsqu'elles en sont membres, la proposition de fusion des Hautes Ecoles.

§ 4. Par dérogation au § 1 et sans préjudice de l'article 107, le Gouvernement peut autoriser la fusion des Hautes Ecoles situées dans des zones limitrophes.

Art. 62. La proposition de fusion des Hautes Ecoles comprend :

- 1° le projet pédagogique, social et culturel visé à l'article 6;
- 2° les avis visés au § 3 de l'article 7;
- 3° la dénomination retenue de la nouvelle Haute Ecole;
- 4° la détermination de la nature juridique de la Haute Ecole au moment de sa création et les projets de statuts y afférents;
- 5° la détermination du réseau dont relève la Haute Ecole;
- 6° l'implantation et la répartition de la population par section, par catégorie et par type d'enseignement supérieur;
- 7° le nombre et la dénomination des départements;
- 8° la composition du nouveau pouvoir organisateur de la Haute Ecole si elle n'est pas constituée sous forme de personne morale;
- 9° la composition et les compétences des organes de gestion et de consultation;
- 10° l'ensemble des conventions passées entre Hautes Ecoles et, le cas échéant, avec ou entre les pouvoirs organisateurs des Hautes Ecoles non constituées sous forme de personne morale, relatives à la transmission des droits et obligations à la nouvelle Haute Ecole et en ce compris les conventions avec les tiers, le cas échéant, à la mise à la disposition de la nouvelle Haute Ecole du patrimoine des pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur qui constituent les Hautes Ecoles fusionnées;
- 11° les avis visés aux § 2 de l'article 61;
- 12° le cas échéant, la proposition de composition de la Commission visée à l'article 26.

Section 2. — Examen de la proposition de fusion des Hautes Ecoles par le Comité de négociation

Art. 63. § 1er. Le Gouvernement transmet sans délai les propositions de fusion en Haute Ecole au Comité de négociation.

§ 2. Dans les 15 jours, le Comité de négociation transmet, pour information, la proposition de fusion aux autorités des Hautes Ecoles situées dans la (ou les) zone(s) concernée(s). Ces Hautes Ecoles peuvent rendre un avis au Comité de négociation dans les trente jours de la réception de ces propositions de fusion.

§ 3. Le Comité de négociation analyse la proposition de fusion. Si les avis visés au § 2 de l'article 61 ou au § 2 du présent article sont négatifs ou s'il est saisi d'une plainte d'une composante de la Communauté éducative qui estime que la fusion proposée lèse gravement les intérêts d'une autre Haute Ecole de la zone ou des zones concernées, il entend les différentes parties concernées et organise une médiation entre elles pour tenter d'arriver à un accord entre les parties.

§ 4. Dans les trois mois de la réception de la proposition de fusion, le Comité de négociation remet, au Gouvernement un avis circonstancié sur la proposition de fusion.

Cet avis comprend :

- les procès-verbaux des différentes séances;
- le cas échéant, les procès-verbaux des auditions;
- les raisons pour lesquelles les avis négatifs visés au § 2 de l'article 61 ou au § 2 du présent article sont ou non justifiés;
- une conclusion motivée sur l'existence ou non d'une lésion d'intérêt d'une autre Haute Ecole de la zone ou des zones concernées suite aux plaintes visées au § 3 et, le cas échéant, les mesures pour y remédier.

L'avis est rendu à l'unanimité des membres du Comité de négociation. Si l'unanimité ne peut être réalisée, l'avis comportera une ou des notes de minorité.

Section 3. — Décision du Gouvernement

Art. 64. § 1er. Dans le cas où le Comité de négociation remet un avis positif et unanime sur la proposition de fusion, le Gouvernement approuve la fusion et communique sa décision aux autorités des Hautes Ecoles concernées.

§ 2. Dans les autres cas, le Gouvernement peut refuser la proposition de fusion.

§ 3. La fusion devient effective au début de l'année académique suivante.

TITRE IV. — Gestion des Hautes Ecoles

CHAPITRE Ier. — Gestion des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française

Art. 65. Les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française sont gérées par un Conseil d'administration et sont dotées d'un Collège de direction, d'un Conseil pédagogique et d'un Conseil social.

Le Collège de direction assure l'exécution des décisions du Conseil d'administration, prend les décisions pour lesquelles il a reçu délégation et exerce les compétences attribuées aux directeurs et directeurs adjoints des établissements d'enseignement supérieur.

Le Conseil pédagogique est consulté par le Conseil d'administration ou le Collège de direction sur toute question concernant l'utilisation des moyens pédagogiques et l'affectation des ressources humaines.

Le Conseil social est consulté par le Conseil d'administration ou le Collège de direction sur toute question relative aux conditions matérielles et sociales des étudiants. Il lui revient notamment de gérer, en concertation avec le Conseil d'administration de la Haute Ecole, les fonds disponibles pour les besoins sociaux des étudiants visés au titre VII.

Art. 66. Le Conseil d'administration est composé :

1° du Directeur-Président;

2° des Directeurs de catégories visés à l'article 71;

3° de quatre membres du personnel de la Haute Ecole, nommés à titre définitif dans la Haute Ecole, représentant les organisations syndicales qui siègent au sein du comité de secteur IX proportionnellement à leur importance dans la Haute Ecole, et présentés au Gouvernement par les organisations syndicales concernées;

4° d'un représentant du personnel de maîtrise, gens de métier et de service, élu par le personnel concerné parmi ses membres;

5° de deux personnes choisies par le Gouvernement, eu égard à leurs compétences particulières dans le secteur professionnel en rapport avec les études organisées, et présentées par les membres du Conseil d'administration visés en 1°, 2° et 3° sur la double liste;

6° de quatre personnes choisies par le Gouvernement, représentant les milieux sociaux, présentées pour moitié par les organisations syndicales interprofessionnelles et pour moitié par des organisations patronales;

7° d'étudiants représentatifs de tous les départements et ayant réussi leur première année d'études, à concurrence d'au moins 20 p.c. des membres du Conseil d'administration.

Les membres visés au 3°, 5° et 6° sont nommés par le Gouvernement pour une durée de cinq ans.

Les membres visés au 7° sont désignés par le Conseil des étudiants visé à l'article 73 pour une durée d'un an.

Les mandats sont renouvelables.

Art. 67. Le Collège de direction est composé des directeurs des catégories visés à l'article 71 et est présidé par le Directeur-Président.

Le Directeur-Président est désigné par le Gouvernement qui le choisit sur une liste de trois candidats proposés par le Collège de direction.

Le mandat du Directeur-Président est d'une durée de cinq ans renouvelable.

Le Directeur-Président peut exercer une charge d'enseignement.

Art. 68. Pour les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française, le Gouvernement arrête la composition et les modalités de fonctionnement du Conseil pédagogique, du Conseil social et du Conseil de département ainsi que les modalités de fonctionnement du Conseil d'administration.

CHAPITRE II. — Gestion des Hautes Ecoles subventionnées par la Communauté française

Art. 69. Les Hautes Ecoles subventionnées par la Communauté française, constituées sous forme de personne morale, sont gérées par des organes de gestion et de consultation dont les pouvoirs organisateurs décident de les doter.

Les Hautes Ecoles non constituées sous forme de personnes morales sont gérées par des organes de gestion et sont dotées d'organes de consultation créés et institués par leurs pouvoirs organisateurs.

Il y a dans chaque Haute Ecole au moins un organe de gestion, un Collège de direction, un Conseil pédagogique et un Conseil social.

Le Collège de direction assure l'exécution des décisions de l'organe de gestion et prend les décisions pour lesquelles il a reçu délégation.

Le Conseil pédagogique est consulté par l'organe de gestion et par le Collège de direction sur toute question concernant l'utilisation des moyens pédagogiques et l'affectation des ressources humaines.

Le Conseil social est consulté par l'organe de gestion et par le Collège de direction sur toute question relative aux conditions matérielles et sociales des étudiants. Il lui revient notamment de gérer, en concertation avec les organes de gestion de la Haute Ecole, les fonds disponibles pour les besoins sociaux des étudiants.

Au sein de l'organe de gestion, une représentation des membres du personnel est assurée à concurrence d'au moins un quart.

Art. 70. Le Collège de direction est composé des directeurs des catégories visés à l'article 71 et est présidé par le Directeur-Président.

Le Directeur-Président est désigné par le pouvoir organisateur qui le choisit sur une liste de trois candidats proposés par le Collège de direction.

Le mandat du Directeur-Président est d'une durée de cinq ans, renouvelable.

Le Directeur-Président peut exercer une charge d'enseignement.

CHAPITRE III. — Dispositions communes aux Hautes Ecoles subventionnées ou organisées par la Communauté française

Art. 71. Chaque Haute Ecole compte au moins autant de départements que de catégories d'études organisées en son sein.

Dans les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française, chaque catégorie est dirigée par un directeur désigné par le Gouvernement qui le choisit sur une liste de trois candidats proposés par l'ensemble du personnel enseignant de la catégorie d'études concernée.

Dans les Hautes Ecoles subventionnées par la Communauté française, chaque catégorie est dirigée par un directeur nommé par le pouvoir organisateur qui le choisit sur une liste de trois candidats proposés par l'ensemble du personnel enseignant de la catégorie d'études concernée.

Le mandat du directeur de catégorie est d'une durée de cinq ans, renouvelable.

Le directeur de catégorie peut exercer une charge d'enseignement.

Chaque département de la Haute Ecole est doté d'un Conseil de département.

Le Conseil de département a pour mission d'émettre des avis de sa propre initiative ou à la demande de l'organe de gestion de la Haute Ecole sur des questions concernant le département.

CHAPITRE IV. — Composition du Conseil social, du Conseil pédagogique et du Conseil de département

Art. 72. Dans les Hautes Ecoles organisées et subventionnées par la Communauté française :

1° au moins un quart des membres représentent les membres du personnel au sein du Conseil social et du Conseil de département;

2° au moins un tiers des membres représentent les membres du personnel au sein du Conseil pédagogique;

3° au moins la moitié des membres représentent les étudiants au sein du Conseil social;

4° au moins un cinquième des membres représentent les étudiants au sein du Conseil de département;

5° au moins un tiers des membres représentent les étudiants au sein du Conseil pédagogique.

TITRE V. — Participation des étudiants au sein des Hautes Ecoles

CHAPITRE 1er. — Constitution d'un Conseil des étudiants au sein des Hautes Ecoles

Art. 73. § 1er. Il est créé, par les étudiants, au sein de chaque Haute Ecole organisée ou subventionnée par la Communauté française, un Conseil des étudiants.

§ 2. Le Conseil des étudiants est composé de sept membres au moins, élus chaque année par et parmi l'ensemble des étudiants de la Haute Ecole dont au moins un par département existant au sein de la Haute Ecole.

Les membres doivent être élus à la suite d'un vote auquel participent au moins 15 p.c. des étudiants dans la Haute Ecole qui compte moins de 1 000 étudiants et par au moins 10 p.c. des étudiants dans la Haute Ecole qui compte 1 000 étudiants ou plus. Si un tel quorum ne peut être atteint après deux tours d'élection, les étudiants classés en ordre utile sont nommés gestionnaires du Conseil des étudiants pour une durée d'un an, sans représentation au niveau communautaire.

Les élections sont organisées par département.

§ 3. Le Conseil des étudiants propose les membres des organes de la Haute Ecole, choisis dans l'établissement et prioritairement en son sein.

Pour les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française, les représentants des étudiants au Conseil d'administration sont choisis au sein du Conseil des étudiants.

Pour les Hautes Ecoles subventionnées par la Communauté française, les représentants des étudiants dans l'organe de gestion doivent être choisis au sein du Conseil des étudiants.

Le Conseil des étudiants désigne ses représentants dans l'organisation représentative des étudiants au niveau communautaire visée à l'article 78.

Art. 74. § 1er. Le Conseil des étudiants a pour mission :

— de représenter tous les étudiants de la Haute Ecole;

— de défendre et de promouvoir les intérêts des étudiants de la Haute Ecole, notamment sur toutes les questions relatives à l'enseignement, à la pédagogie et à la gestion de leur Haute Ecole;

— de susciter la participation active des étudiants de la Haute Ecole en vue de leur permettre de jouer pleinement leur rôle de citoyen actif, responsable et critique au sein de la société et de leur Haute Ecole;

— d'assurer la circulation de l'information entre les autorités de la Haute Ecole et les étudiants.

§ 2. Le Conseil des étudiants peut, d'initiative, émettre un avis ou une proposition concernant directement les étudiants et toutes les matières relevant de la gestion et de l'enseignement dispensé par la Haute Ecole.

CHAPITRE II. — Moyens assurés au Conseil des étudiants

Art. 75. Les autorités de la Haute Ecole assurent au Conseil des étudiants la mise à disposition d'infrastructures et de moyens matériels propres et nécessaires à la réalisation de ses missions.

Les représentants du Conseil des étudiants visé à l'article 73 ne peuvent pas subir de sanction pour les actes posés du fait et dans le cours de l'exercice de leur mandat.

Les moyens financiers sont en partie couverts par les subsides sociaux, selon des modalités arrêtées par le Gouvernement.

CHAPITRE III. — Participation des étudiants à la gestion des Hautes Ecoles

Art. 76. § 1er. Dans les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les représentants des étudiants visés à l'article 73, § 3, assistent aux réunions des organes de gestion ou du Conseil d'administration avec voix délibérative.

§ 2. La représentation étudiante au sein des organes de gestion est réalisée à concurrence d'au moins 20 p.c. des organes de gestion par des étudiants représentatifs de tous les départements et ayant réussi leur première année d'études.

CHAPITRE IV. — Information des étudiants

Art. 77. Les étudiants ont accès, dans les mêmes conditions que les autres membres des organes dont ils font partie, aux documents nécessaires à l'exercice de leur mandat.

CHAPITRE V. — Organisation communautaire représentative des étudiants au niveau communautaire

Art. 78. § 1er. Il faut entendre par l'organisation (les organisations) représentative(s) des étudiants au niveau communautaire, l'association ou, le cas échéant, le regroupement d'associations volontaires d'étudiant(e)s qui répond, notamment, aux conditions suivantes :

— avoir pour fonction de représenter tous les étudiants fréquentant une Haute Ecole organisée ou subventionnée par la Communauté française et/ou une des institutions universitaires visées à l'article 1er du décret de la Communauté française du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques et/ou un établissement d'enseignement supérieur artistique;

— avoir pour objet de défendre et de promouvoir les intérêts des étudiants, notamment en matière d'enseignement, de pédagogie, de gestion ainsi qu'en matière de conditions d'accès de leur Haute Ecole ou de leur institution universitaire ou des établissements d'enseignement supérieur artistique;

— susciter la participation active des étudiants en vue de leur permettre de jouer pleinement leur rôle de citoyen actif, responsable et critique au sein de la société et de leur Haute Ecole ou de leur institution universitaire ou des établissements d'enseignement supérieur artistique;

— assurer la circulation de l'information auprès et en provenance des étudiants.

§ 2. Dans les limites des crédits budgétaires de la Communauté française, une subvention annuelle est allouée à chaque organisation représentative des étudiants au niveau communautaire constituée sous forme d'association sans but lucratif. Le Gouvernement arrête les modalités d'octroi de cette subvention ainsi que celles relatives à la reconnaissance de l'organisation (ou des organisations) représentative(s) des étudiants au niveau communautaire.

§ 3. Les élections des membres de chaque organisation représentative des étudiants ont lieu, chaque année, avant le 30 juin.

Ces organisations communiquent au Gouvernement de la Communauté française une copie de leurs statuts et règlements ainsi que la composition de leurs instances.

§ 4. Sans préjudice de l'article 105, le Gouvernement se consulte avec l'organisation (ou les organisations) représentative(s) des étudiants au niveau communautaire sur les mesures d'exécution prévues dans le présent décret.

§ 5. L'organisation (ou les organisations) représentative(s) des étudiants reconnue(s) au niveau communautaire est (sont) seule(s) habilitée(s) à désigner les représentants étudiants siégeant au sein des différents conseils et commissions existant en Communauté française.

TITRE VI. — Constitution d'organes nouveaux

CHAPITRE Ier. — Conseil général des Hautes Ecoles

Art. 79. Le Gouvernement de la Communauté française crée, au plus tard le 31 décembre 1996, auprès de l'Administration de l'enseignement supérieur, un Conseil général des Hautes Ecoles.

Le Conseil général est composé :

1° de Directeurs-Présidents des Hautes Ecoles;

2° de représentants des pouvoirs organisateurs;

3° de représentants des membres du personnel;

4° de représentants des étudiants;

5° de représentants des milieux sociaux présentés par les organisations syndicales interprofessionnelles et par les organisations patronales.

Outre les missions qui résultent d'autres articles du présent décret, le Conseil général est chargé de rendre, soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement ou d'une Haute Ecole, des avis sur toute question relative à l'enseignement supérieur dispensé dans les Hautes Ecoles.

Le Conseil général des Hautes Ecoles a aussi pour mission de promouvoir la collaboration entre les réseaux notamment en ce qui concerne les passerelles, la programmation et la formation continuée.

Pour chacune des catégories d'enseignement visées à l'article 12, § 1er, le Gouvernement peut adjoindre au Conseil général des Conseils supérieurs par catégorie et/ou par type ainsi que des commissions spécialisées. Ces conseils et commissions peuvent faire appel à des experts extérieurs ou aux services de la Cellule de prospective pédagogique.

Le Gouvernement arrête les modalités de composition et de nomination des membres, les compétences et le fonctionnement du Conseil général, des Conseils supérieurs et des commissions spécialisées. Il veille à ce que les différentes tendances y soient représentées de façon équitable.

CHAPITRE II. — Commission communautaire pédagogique

Art. 80. Le Gouvernement crée, au plus tard le 31 décembre 1995, au sein de ses services, une Commission communautaire pédagogique.

Cette Commission a pour mission :

1° de rendre un avis au Gouvernement conformément aux dispositions de l'article 9, sur la conformité du projet pédagogique, social et culturel de chaque Haute Ecole avec les dispositions visées à l'article 6;

2° de rendre un avis au Gouvernement sur le respect par une Haute Ecole de son projet pédagogique, social et culturel, conformément aux articles 10, 11, 36 et 37;

3° d'assurer la médiation en cas de conflit d'intérêts entre les composantes d'une Haute Ecole, conformément à l'article 94.

Art. 81. La Commission communautaire pédagogique est composée de membres du personnel contractuel ou statutaire des services du Gouvernement et, le cas échéant, d'experts désignés par le Gouvernement.

CHAPITRE III. — Cellule de prospective pédagogique

Art. 82. § 1er. Le Gouvernement crée, au plus tard le 31 décembre 1995, auprès du Conseil général des Hautes Ecoles, une Cellule de prospective pédagogique. La cellule est composée d'un service d'étude et d'un service de coordination de la gestion, de la recherche et de la formation.

§ 2. Le service d'étude est chargé d'une mission générale d'observation pédagogique et notamment :

1° de la réalisation d'études sur les nouveautés pédagogiques et leur évaluation;

2° de la réalisation d'études ayant trait à l'instauration et à l'organisation de formations fondées sur les unités capitalisables.

Les études et analyses précitées sont réalisées soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement, soit à la demande du Conseil général.

§ 3. Dans le cadre de la procédure de concertation du projet pédagogique, social et culturel visée aux § 1er et § 3 de l'article 7, le service d'étude offre une assistance technique aux pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur ainsi qu'aux organisations représentatives des membres du personnel et des étudiants.

Art. 83. Le service de coordination de la gestion, de la recherche et de la formation centralise les informations relatives aux travaux et aux expériences et, le cas échéant, aux équipements de l'ensemble des Hautes Ecoles en matière de recherche et de formation. Le service est accessible à l'ensemble du personnel et des étudiants des Hautes Ecoles, des établissements d'enseignement supérieur artistique et des institutions universitaires.

Art. 84. La Cellule de prospective pédagogique est composée de membres du personnel contractuel ou statutaire des services du Gouvernement et, le cas échéant, d'experts désignés par le Gouvernement.

CHAPITRE IV. — Comité de négociation

Art. 85. Le Conseil de l'Education et de la Formation visé par le décret de la Communauté française du 12 juillet 1990 crée, pour le 31 décembre 1995, un Comité de négociation chargé d'analyser les propositions de regroupements des établissements d'enseignement supérieur et de fusion des Hautes Ecoles et d'arbitrer les éventuels conflits entre établissements et entre Hautes Ecoles relatifs aux propositions précitées conformément aux dispositions des articles 54 et 63.

Art. 86. Le Comité est composé de trois représentants de la ou des organisation(s) représentative(s) des étudiants au niveau communautaire visée(s) à l'article 78 sans préjudice de l'article 105, un représentant de chaque organisation syndicale interprofessionnelle, un représentant de chaque organisation représentative des pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur et des représentants des autorités des Hautes Ecoles après création de celles-ci.

CHAPITRE V. — Conseil interréseaux de concertation

Art. 87. Le Gouvernement crée un Conseil interréseaux de concertation par zone. Ce Conseil a pour mission d'organiser les collaborations et les partenariats entre Hautes Ecoles situées dans la même zone, notamment en ce qui concerne :

- la jouissance des infrastructures scolaires;
- les échanges de matériel pédagogique;
- la formation des enseignants;
- la création de nouvelles sections, options ou spécialisations;
- la réaffectation du personnel.

Art. 88. Le Conseil interréseaux de concertation est composé d'un représentant issu de chacune des autorités des Hautes Ecoles situées dans la même zone.

TITRE VII. — Subsidés sociaux

Art. 89. § 1er. Dans les limites et selon les modalités fixées par arrêté, la Communauté française intervient, au moyen d'allocations annuelles, dénommées subsidés sociaux, dans le financement des besoins sociaux des étudiants.

§ 2. Les subsidés sociaux font l'objet d'inscriptions budgétaires spécifiques.

§ 3. Les subsidés sociaux visés au § 1er sont calculés sur la base du nombre d'étudiants subsidiés au 1er février de l'année précédant l'année budgétaire. Un montant est attribué par étudiant subsidié et est fixé par le Gouvernement. Ce montant est indexé annuellement selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

En outre, la Haute Ecole peut affecter les droits d'inscription ou une partie de ces droits au financement des besoins sociaux.

Art. 90. Les subsidés sociaux visés à l'article 89 doivent servir aux fins ci-après : fonctionnement du Conseil des étudiants visé à l'article 73, des services sociaux, des services d'orientation, des restaurants et homes étudiants, contribution à la construction, à la modernisation, à l'agrandissement et à l'aménagement des immeubles affectés à ces objets.

Art. 91. Avant le 1er novembre, le Conseil social dresse un budget pour l'année budgétaire suivante, après avis du Conseil des étudiants.

Le budget distingue les opérations à charge des allocations de l'année budgétaire en cours de celles à charge des soldes des années budgétaires précédentes.

Le Conseil social tient une comptabilité complète. Il soumet annuellement sa comptabilité et ses comptes à un réviseur d'entreprises.

Il remet au Gouvernement avant le 31 mars un compte annuel de l'année budgétaire précédente et un rapport annuel. Ce rapport annuel comprend :

- 1° une justification de la gestion financière pour l'année budgétaire précédente;
- 2° un aperçu de l'effectif en personnel;
- 3° un inventaire du patrimoine;
- 4° le rapport du réviseur d'entreprise ou du receveur attitré;
- 5° un rapport sur l'affectation précise de l'intervention de la Communauté française.

TITRE VIII. — Collaborations établies par les Hautes Ecoles

Art. 92. § 1er. Dans le cadre de leurs missions, les Hautes Ecoles assurent l'établissement de liens de solidarité et de partenariat entre Hautes Ecoles ainsi qu'avec d'autres établissements d'enseignement, institutions universitaires ou personnes morales issues du monde professionnel. Elles permettent la participation et la responsabilisation la plus large possible des acteurs de la Communauté éducative.

§ 2. Dans le cadre de leurs missions, les Hautes Ecoles peuvent conclure des accords de collaboration entre elles ainsi qu'avec des établissements d'enseignement fondamental et secondaire, des établissements de promotion sociale, des institutions universitaires ou toute autre personne juridique issue du monde culturel ou socio-économique.

Les partenaires choisis peuvent être belges ou étrangers.

Art. 93. Les représentants des autorités des Hautes Ecoles situées dans la même zone se réunissent au moins deux fois par an au sein du Conseil interréseaux de concertation pour analyser les possibilités de collaborations visées à l'article 87.

Ces collaborations ou partenariats sont librement décidés de commun accord par les autorités de chaque Haute Ecole concernée après avis de leur Conseil pédagogique et de leur Conseil social selon les types de collaboration proposés.

TITRE IX. — Résolution des conflits d'intérêt au sein des Hautes Ecoles

Art. 94. Lorsqu'il existe un conflit d'intérêt au sein d'un des organes de la Haute Ecole, soit entre les représentants de départements différents, soit entre les représentants de types d'enseignement différents, soit entre les composantes des différents organes de la Haute Ecole, sur toutes matières concernant la Haute Ecole autres que celles concernant le respect du projet pédagogique, social et culturel, une requête en médiation peut être déposée auprès de la Commission communautaire pédagogique par toute composante d'un des organes de la Haute Ecole.

La Commission communautaire pédagogique entend les parties concernées, assistées le cas échéant par leur organisation représentative, et cherche à aboutir à un accord entre les parties.

TITRE X. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

Art. 95. Le décret de la Communauté française du 27 octobre 1994, fixant l'organisation générale de l'Enseignement supérieur en Grandes Ecoles est abrogé.

Art. 96. Les articles 2, alinéa 1er, 2bis, 2ter, 2quater, 3, 5, 5bis, § 1, a, b, c, e, § 2, § 3, a, b, 6, 7, 8, 9, 9bis, § 2, 11, 12, 13, 14 et 15 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur ne sont pas applicables aux Hautes Ecoles.

Dans la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, l'article 2ter est modifié de la façon suivante : les mots « et 1993-1994 et 1994-1995 » sont remplacés par les mots : « 1993-1994, 1994-1995, 1995, 1996 ».

Art. 97. Pour les établissements d'enseignement supérieur relevant des réseaux de l'enseignement subventionné, le non-respect des obligations visées aux articles 51 à 57 entraîne la suppression définitive du droit aux subventions.

Pour les établissements d'enseignement supérieur relevant du réseau de l'enseignement organisé par la Communauté française, le non-respect des obligations visées aux articles 51 à 57 entraîne la fermeture de l'établissement d'enseignement supérieur.

Art. 98. Pour les établissements d'enseignement supérieur relevant des réseaux de l'enseignement subventionné, le non-respect des dispositions prévues aux articles 26, 27 et 37 entraîne la suppression du droit aux subventions à concurrence de 20 p.c.

Pour les établissements d'enseignement supérieur relevant du réseau de l'enseignement organisé par la Communauté française, le non respect des dispositions prévues aux articles 26, 27 et 37 entraîne la réduction des moyens consacrés à l'enseignement organisé par la Communauté française à concurrence de 20 p.c.

Le non-respect des dispositions visées aux alinéas 1er et 2 est constaté par le Gouvernement.

La diminution des subventions ou crédits de fonctionnement décidée par le Gouvernement en application de l'article 10, § 7, est de 20 p.c.

Art. 99. En attendant l'organisation des examens d'admission visés à l'article 22, § 1er, peuvent être admis à suivre les cours en vue de l'obtention du diplôme d'assistant social, d'auxiliaire social ou de conseiller social, les étudiants qui ont réussi l'examen d'entrée organisé par un établissement d'enseignement supérieur entrant dans la constitution d'une Haute Ecole ou par la Haute Ecole.

Art. 100. A la création de la Haute Ecole, par dérogation aux articles 67 et 70, le collège de direction est composé de droit des directeurs, directeurs adjoints et sous-directeurs des établissements d'enseignement supérieur constituant la Haute Ecole.

Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les directeurs, directeurs adjoints et sous-directeurs faisant fonction sont membres de droit du collège de direction pour une durée maximale de cinq ans.

Jusqu'au 1er septembre 2001, si, parmi les membres de droit du collège de direction visés au 1er alinéa, les responsables de l'enseignement supérieur de type long ou de l'enseignement supérieur de type court, pour autant que ces deux types d'enseignement supérieur existent dans la Haute Ecole, ne sont pas représentés à concurrence d'au moins un tiers des membres, le pouvoir organisateur nomme des membres supplémentaires issus du personnel enseignant pour les adjoindre au collège de direction afin d'atteindre la proportion d'un tiers.

Le pouvoir organisateur nomme les directeurs de catégories parmi les membres de droit du collège de direction. Les directeurs de catégories nommés conformément à l'alinéa précédent sont remplacés conformément à l'article 71.

Art. 101. Jusqu'au 1er septembre 2001, le Gouvernement veille à assurer au sein du conseil d'administration des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française, à l'exclusion des membres extérieurs cités à l'article 66, 4° et 5°, du Conseil pédagogique, du Conseil social et du Conseil de département des Hautes Ecoles de la Communauté française la représentation de l'enseignement supérieur de type court et de l'enseignement supérieur de type long à concurrence chaque fois d'un tiers pour autant que ces deux types d'enseignement supérieur existent dans la Haute Ecole ou dans le département.

Jusqu'au 1er septembre 2001, les Hautes Ecoles subventionnées veillent à assurer au sein de leurs organes de gestion et de consultation la représentation de l'enseignement supérieur de type court et de l'enseignement supérieur de type long à concurrence chaque fois d'un tiers des membres faisant partie de la Haute Ecole, pour autant que ces deux types d'enseignement supérieur existent dans la Haute Ecole ou dans le département.

Art. 102. Dans l'attente de la création du Conseil général visé à l'article 79, le Conseil permanent, visé à l'article 7, § 1er, de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, exerce les compétences attribuées au Conseil général par le présent décret.

Art. 103. § 1er. L'établissement d'enseignement supérieur dénommé « Ecole d'interprètes internationaux » reste soumis aux dispositions visées à l'article 4, § 3, de la loi du 28 avril 1953, sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, coordonnée le 15 août 1991.

§ 2. Les conventions liant cet établissement à l'Université de l'Etat de Mons restent d'application.

§ 3. Les autorités de la Haute Ecole dans laquelle sera regroupé cet établissement devront respecter les dispositions visées au § 1er et les conventions visées au § 2 et modaliser l'organisation interne de la Haute Ecole en fonction de ces dispositions.

Art. 104. Toutes les dispositions légales, décrétales et réglementaires visant les établissements d'enseignement supérieur sont applicables mutatis mutandis aux Hautes Ecoles jusqu'à leur modification ou abrogation éventuelle par le Conseil ou le Gouvernement.

Art. 105. Pour l'année académique 1995-1996, le Gouvernement arrête les dispositions relatives à l'agrément de la ou des organisation(s) représentative(s) des étudiants reconnue(s) au niveau communautaire pour cette année académique.

A titre exceptionnel, pour l'année académique 1995-1996, la ou les organisation(s) représentative(s) des étudiants reconnue(s) au niveau communautaire visée(s) à l'alinéa précédent a ou (ont) la possibilité d'agréer les organisations représentatives des étudiants au sein des établissements d'enseignement supérieur.

Art. 106. Les dispositions de la loi du 22 décembre 1986 sur les intercommunales sont applicables aux Hautes Ecoles regroupant des établissements d'enseignement supérieur organisés par au moins deux communes sans préjudice de l'application des articles 69 à 72.

Art. 107. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa parution au *Moniteur belge* à l'exception de l'article 61, § 4, qui entre en vigueur au 1er septembre 1998.

Bruxelles, le 5 août 1995.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

[S - C - 29482]

N. 95 - 2353

5 AUGUSTUS 1995. — Decreet

tot wijziging van de wetgeving betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan (1)

De raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I - Algemene bepalingen

HOOFDSTUK I. - Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet dient verstaan te worden onder :

1° Hogeschool : inrichting voor hoger onderwijs, ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die hoger onderwijs van het lange en/of het korte type verstrekt volgens de bij dit decreet bepaalde modaliteiten.

2° Overheid van de hogeschool :

a) Voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogescholen : de overheid die in elke hogeschool gemachtigd is, hetzij door de inrichtende macht van de hogescholen die niet in de vorm van rechtspersonen worden samengesteld, hetzij statutair, hetzij door delegatie, de bevoegdheid uit te oefenen die aan bedoelde hogescholen door dit decreet wordt verleend.

b) Voor de door de Franse Gemeenschap ingerichte hogescholen : de raad van bestuur of het bestuurscollege, bedoeld in artikel 65.

3° Departement : entiteit die in een hogeschool werkzaamheden van eenzelfde categorie hoger onderwijs samenbrengt.

4° Hoger onderwijs : hoger onderwijs met volledig leerplan, bedoeld in de wet dd. 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs met volledig leerplan, met uitsluiting van het universitair onderwijs.

5° Subsidieerbare studenten : die studenten die in aanmerking komen voor de financiering.

6° Cyclus : studieperiode na afloop waarvan een graad kan worden verkregen.

7° Studiejaar : de indelingseenheid van een studiejaar of-cyclus.

8° Inrichting voor hoger onderwijs : instituut dat hoger onderwijs van het korte en/of lange type verstrekt op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

9° Inrichtende macht : rechtspersoon die de verantwoordelijkheid waarneemt voor het in een of verschillende inrichtingen voor hoger onderwijs of in een hogeschool verstrekte onderwijs wanneer bedoelde school niet samengesteld is in de vorm van een rechtspersoon overeenkomstig artikel 56, § 1.

10° Afdeling : onderverdeling van een van de in artikel 12, § 1 van dit decreet bedoelde categorieën voor het korte en het lange type .

11° Optie : het deel van een afdeling met een eigen oriëntering en dat ofwel een deel van één of verschillende studiejaar ofwel alle onderwijswerkzaamheden van een studiejaar dekt.

(1) Buitengewone zitting 1995.

Documenten van de Raad. — Nr. 26 — Nr. 1 : voorstel van decreet. Nr. 2 : advies van de Raad van State. Nr. 3 : verslag. Nrs. 4 t/m 15 : amendementen. Nr. 8 : subamendement.

Integraal verslag. — Bespreking : vergadering van 4 augustus 1995. — Aanneming : vergadering van 5 augustus 1995.

- 12° Algemene raad : de algemene raad van de in artikel 79 bedoelde Hogescholen.
 13° De pedagogische gemeenschapscommissie : de in artikel 80 bedoelde commissie.
 14° Pedagogische prospectiecommissie : de cel bedoeld in artikel 82.
 15° Overlegcomité : het in artikel 85 bedoelde comité.
 16° De netoverschrijdende overlegraad : de raad bedoeld in artikel 87.

HOOFDSTUK II. - Toepassingsgebied

Art. 2. Dit decreet geldt voor alle instellingen voor hoger onderwijs van het korte type en van het lange type, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, en voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen. Behoudens de artikelen 12, 18, 29, 33, 78 § 1 en 83 geldt het niet voor de instellingen voor hoger onderwijs die alleen studies inrichten die onder het artistiek hoger onderwijs ressorteren. Het geldt niet voor de universitaire instellingen, behalve de artikelen 78 en 83.

HOOFDSTUK III - Oprichting en opdracht van de hogescholen

Art. 3. § 1. De hogescholen worden opgericht op grond van een in artikel 6 bedoeld pedagogisch en sociaal-cultureel project, op de wijze bepaald in titel III, door vrijwillige groepering van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde instellingen voor hoger onderwijs.

§ 2. Een inrichting voor hoger onderwijs kan een hogeschool oprichten op grond van een pedagogisch en sociaal-cultureel project, overeenkomstig artikel 6 en met inachtneming van artikel 49, § 1, 1e lid en § 2.

§ 3. De instellingen die zich niet groeperen ingevolge de afwijkingen bepaald in artikel 49 §§ 3, 4 en 5 moeten ook hun pedagogisch en sociaal-cultureel project meedelen overeenkomstig artikel 6.

Art. 4. § 1. De opdracht van de Hogescholen is het waarborgen van de initiële opleiding verstrekt in het hoger onderwijs van het korte en het lange type in de verschillende studiecategorieën bedoeld in artikel 12, § 1, overeenkomstig de doeleinden bepaald in artikel 6.

§ 2. Ze kunnen ook instaan voor de voortgezette opleiding, het toegepast onderzoek organiseren en diensten aan de gemeenschap verlenen m.n. door samenwerking met de sociaal-economische, culturele en onderwijskringen.

TITEL II. - Doel, inhoud en organisatie van het hoger onderwijs

HOOFDSTUK I. - Algemene doeleinden van het hoger onderwijs

Art. 5. Het in een hogeschool verstrekte hoger onderwijs moet volgende doeleinden nastreven :

- 1° voorbereiding van de studenten op hun rol als verantwoordelijk burger in de maatschappij;
- 2° bevordering van de ontwikkeling en ontplooiing van de student o.m. door zijn zelfstandigheid en verantwoordelijkheidszin aan te kweken;
- 3° opleiding van de studenten met het oog op een actieve rol in de sociaal-economische wereld.

HOOFDSTUK I. - Pedagogisch en sociaal-cultureel project van de hogescholen

Afdeling 1. - Omschrijving van het project

Art. 6. § 1. Een hogeschool wordt opgericht op grond van een pedagogisch en sociaal-cultureel project.

§ 2. Bedoeld project moet alle middelen aangeven die aangewend worden om ten minste de 15 in § 3 bedoelde doeleinden te bereiken.

Die middelen worden vrij gekozen door de inrichtende machten van de in artikel 3 § 2 bedoelde instellingen voor hoger onderwijs, of door de inrichtende machten van de instellingen voor hoger onderwijs die zich groeperen zoals bepaald in titel III, of door de overheden van de hogescholen die fuseren zoals bepaald in titel III, of door de overheden van de hogescholen bij de wijziging van het project.

§ 3. De doeleinden van het in § 2 bedoelde project worden nagestreefd in de 15 volgende hoofdstukken :

1. beschrijving van de middelen aangewend door de hogeschool om in de artikel 5 bedoelde algemene doeleinden van het hoger onderwijs te bereiken;
2. bepaling van het specifieke onderwijs in verband met de aard van de hogeschool en middelen die aangewend worden om die specifieke aard te bewaren;
3. bepaling van het specifieke, door de hogeschool verstrekte onderwijs van het korte en/of lange type en beschrijving van de middelen aangewend om die specifieke aard te bewaren;
4. beschrijving van de middelen aangewend door de hogeschool om het vakonverschrijdend karakter van een of meer door de hogeschool verstrekte onderwijscategorieën te bewaren;
5. beschrijving van de opdrachten van de hogeschool, de geleiding ervan en de beschikbaarheid van de actoren, o.m. de leerkrachten, voor die opdrachten;
6. beschrijving van de doeleinden van elke onderwijscategorie en elk studieprogramma, met vermelding van de leermethoden en van de beoogde veralgemening of specialisering;
7. beschrijving van de wijze van overgang tussen de hoger-onderwijsniveaus;
8. beschrijving van de kwaliteitscontrole in de hogeschool;
9. beschrijving van de pedagogische evaluatiemethoden in de hogeschool en frequentie van de toegepaste evaluatie;
10. beschrijving van de middelen die de hogeschool aanwendt om het aantal mislukkingen te beperken;
11. beschrijving van de middelen om de mobiliteit van de studenten in de hogeschool, tussen de hogescholen en met andere instellingen voor hoger onderwijs in België en het buitenland te verzekeren;
12. beschrijving van de organisatie van de inspraak van de factoren van de onderwijsgemeenschap in de hogeschool;
13. beschrijving van de verspreiding van informatie over de beslissingen van de overheid van de hogeschool;
14. beschrijving van de middelen om de hogeschool te integreren in haar sociaal-economische en culturele omgeving;
15. beschrijving van de middelen om partnership met andere instellingen en/of rechtspersonen uit de sociaal-economische en culturele kringen te bevorderen;

§ 4. De 15 hoofdstukken komen voor en worden ontwikkeld in elk pedagogisch en sociaal-cultureel project.

HOOFDSTUK 2. — *Overleg betreffende het projekt*

Art. 7. § 1. Uiterlijk op 31 december 1995 leggen de inrichtende machten van de instellingen voor hoger onderwijs die zich niet volgens artikel 3, § 2 groeperen of die zich willen groeperen volgens titel III, het voorstel van projekt voor aan de representatieve organisaties van personeelsleden en studenten van elke betrokken instelling, met het oog op overleg.

Om in aanmerking te komen moet het advies van de organisaties tegen 31 januari 1996 verstrekt worden aan de inrichtende machten van de betrokken instellingen voor hoger onderwijs.

§ 2. Elk voorstel tot projektwijziging ingediend door de overheid van de hogeschool wordt voor overleg voorgelegd aan de pedagogische raad bedoeld in de artikelen 65 en 69, en aan de studentenraad bedoeld in artikel 73.

Om in aanmerking te komen moet het advies van die raden binnen 30 dagen na ontvangst van het projekt verstrekt worden aan de overheid van de hogeschool.

§ 3. De overheden van de hogescholen die willen fuseren overeenkomstig artikel 61 leggen het voorstel van projekt voor overleg voor aan de pedagogische raad bedoeld in de artikelen 65 en 69, en aan de studentenraad bedoeld in artikel 73, van elke betrokken hogeschool. Om in aanmerking te komen moet het advies van de raden aan de overheid van de hogeschool meegedeeld worden binnen 30 dagen na ontvangst van het projekt.

Afdeling 3. — Bekendmaking van het projekt

Art. 8. Het projekt is een openbaar stuk. Het wordt op aanvraag verstrekt door de overheid van de hogeschool.

Afdeling 4. — Toezicht i.v.m. het projekt

Art. 9. § 1. Uiterlijk 1 februari 1996 leggen de inrichtende machten van de instellingen die zich willen groeperen overeenkomstig titel III, de Regering, via de representatieve organisaties van die machten, wanneer ze ervan lid zijn, het projekt voor met het voorstel van groepering bedoeld in artikel 52 en de adviezen van de representatieve organisaties van personeelsleden en studenten bedoeld in artikel 7, § 1.

§ 2. De overheden van de hogescholen die willen fuseren overeenkomstig artikel 61 zenden aan de Regering via de representatieve organisaties van die overheden wanneer ze ervan lid zijn, het projekt over, met het voorstel tot fusie bedoeld in artikel 62 en met de adviezen van de in artikel 7, § 3 bedoelde pedagogische raad en studentenraad.

§ 3. Het projekt en de in artikel 7, § 1 of 3, bedoelde adviezen worden onverwijld door de Regering voorgelegd aan de pedagogische gemeenschapscommissie.

Deze Commissie bezorgt, binnen 30 dagen na ontvangst van het projekt, de Regering een advies over de overeenstemming van het projekt met artikel 6.

Mocht ten minste één in artikel 7, § 1 of 3 bedoeld advies afwijzend zijn, dan hoort de Commissie de partijen, eventueel bijgestaan door hun representatieve organisatie, en treedt ze op als bemiddelaar om een akkoord te bewerken.

§ 4. Elke wijziging van het projekt door de overheid van de hogeschool wordt door deze onverwijld voorgelegd aan de pedagogische gemeenschapscommissie, met de adviezen van de in artikel 7, § 2 bedoelde pedagogische raad en studentenraad.

De commissie bezorgt de Regering binnen 30 dagen na ontvangst van het projekt een advies over de overeenstemming hiervan met artikel 6 § 5. Mocht de Commissie een afwijzend advies uitbrengen, dan deelt de Regering aan de inrichtende machten van de instellingen die zich in hogescholen groeperen, in het geval bedoeld in artikel 7, § 1, of aan de overheden van de hogescholen in het geval bedoeld in artikel 7, §§ 2 en 3, mee binnen welke termijn ze een nieuw projekt, overeenkomstig artikel 6, moeten voorleggen aan de pedagogische gemeenschapscommissie.

In het geval bedoeld in artikel 7, § 1, verstrekt de Commissie de Regering uiterlijk vóór 15.4.1996 een advies over het nieuw projekt.

Als het nieuw projekt niet tijdig ingediend is of als het advies van de Commissie negatief is, kan de Regering in het geval bedoeld in artikel 7, § 1 de groepering afwijzen of, in het geval bedoeld in artikel 7, § 2, het projekt afwijzen of, in het geval bedoeld in artikel 7, § 3, de voorgestelde fusie afwijzen.

Art. 10. § 1. Wanneer de meerderheid van de vertegenwoordigers van de personeelsleden of van de studenten in de pedagogische raad van een hogeschool van oordeel zijn dat de overheid van die school een of meer middelen uit het projekt niet aanwendt, dan dient ze een met redenen omklede aanvraag om bijeenroeping van de pedagogische raad in bij het bestuurscollege van de hogeschool.

§ 2. Het bestuurscollege roept de pedagogische raad bijeen binnen twee weken na ontvangst van de aanvraag en schrijft de grond van de bijeenroeping op de agenda in.

De pedagogische raad hoort de overheid en overhandigt haar, na het sluiten van de bespreking, een met redenen omkleed advies over de naleving van de verbintenissen waarin het projekt voorzagt.

§ 3. Als de pedagogische raad een negatief advies uitbrengt, deelt de overheid binnen 2 weken na ontvangst ervan haar beslissing mee om al dan niet gevolg te geven aan het advies en voormelde verbintenissen in acht te nemen.

§ 4. Bij negatieve beslissing of bij gemis van een beslissing van de inrichtende macht of van de overheid van de hogeschool kan de meerderheid van de vertegenwoordigers van het personeel of van de studenten in de pedagogische raad van de hogeschool de zaak voorleggen aan de pedagogische gemeenschapscommissie, bij een met redenen omkleed verzoek.

§ 5. De pedagogische gemeenschapscommissie onderzoekt het dossier, hoort op hun verzoek de indieners en de overheid, eventueel bijgestaan door hun representatieve organisatie, en verstrekt binnen 60 dagen een met redenen omkleed advies aan de partijen en aan de Regering over de naleving door de hogeschool van de verbintenissen, vervat in het projekt. Het advies bepaalt welke middelen, vermeld in het projekt, niet werden aangewend door de inrichtende macht of de overheid van de hogeschool, en stelt maatregelen voor om zulks te verhelpen.

§ 6. Als de pedagogische gemeenschapscommissie negatief adviseert, deelt de Regering aan de overheid van de hogeschool mee binnen welke termijn ze de middelen waarin het projekt voorziet, moet aanwenden en stelt ze de middelen daartoe voor.

§ 7. Als na die termijn de Regering, op advies van de pedagogische gemeenschapscommissie, vaststelt dat de overheid van de hogeschool de vermelde middelen nog steeds niet aanwendt, dan beslist ze tot vermindering van de aan de hogeschool toegekende toelagen of werkingskredieten.

Art. 11. De pedagogische gemeenschapscommissie kan ook een met redenen omklede aanvraag krijgen van een inspecteur van het bestuur van de Franse Gemeenschap, die van oordeel is dat de overheid van de hogeschool een of meer middelen bepaald in het projekt niet aanwendt.

In dat geval geldt de procedure van art. 10, §§ 5 tot 7.

HOOFDSTUK III. — Structuur van het hoger onderwijs van het korte en het lange type en vaststelling van de graden

Afdeling 1. — Categorieën hoger onderwijs

§ 1. Hoger onderwijs van het korte type of het lange type kan georganiseerd worden in onderstaande categorieën:

1° agrarisch hoger onderwijs;

2° artistiek hoger onderwijs;

3° economisch hoger onderwijs;

4° paramedisch hoger onderwijs;

5° pedagogisch hoger onderwijs;

6° sociaal hoger onderwijs;

7° technisch hoger onderwijs;

8° hoger onderwijs voor schriftelijke en mondelinge vertaling.

Art. 13. Het hoger onderwijs van het korte en lange type kan ressorteren onder verschillende in art. 12 vermelde categorieën.

Afdeling 2. — Hoger onderwijs van het korte type

Art. 14. § 1. Het hoger onderwijs van het korte type wordt verstrekt in één cyclus van ten minste 3 en ten hoogste 4 jaar studie;

§ 2. Het verbindt, op pedagogisch niveau, theorie en praktijk; beroeps- en laboratoriumstages hebben een duur die bepaald wordt door het projekt.

Art. 15. Het hoger onderwijs van het korte type wordt bekrachtigd met een van volgende graden:

Vroedvrouw, geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, ingenieursassistent(e), assistent(e) in een klinisch laboratorium, assistent(e) in de psychologie, maatschappelijk assistent(e), maatschappelijk werk(st)er, gegradueerde bibliothecaris-documentalist, sociaal adviseur, sociaal en fiscaal adviseur, gegradueerd(e) opvoeder(st)er, gespecialiseerd(e) opvoeder(st)er, gegradueerde, gegradueerde verpleger(e)gster, kleuterleider(st)er, onderwijzer(es).

Art. 16. Na afloop van de in artikel 14 bedoelde cyclus kan in het hoger onderwijs van het korte type nog een specialisatiediploma uitgereikt worden na één jaar studie.

Afdeling 3. — Hoger onderwijs van het lange type

Art. 17. § 1. Het hoger onderwijs van het lange type is van universitair niveau en bekrachtigt studie in 2 cyclussen. Elke cyclus omvat ten minste 2 en ten hoogste 3 jaar studie. De graden en titels die de studie van de eerste en de 2e cyclus hoger onderwijs van het lange type bekrachtigen zijn van hetzelfde niveau als de overeenstemmende academische graden.

§ 2. - De pedagogie vna het HOKT steunt op inductie en werkt stapsgewijs: proefneming-, wetenschappelijke begrippen - toepassing en projecten.

De opleiding is operationeel en verloopt concreet, maar tevens streng conceptueel.

Art. 18. § 1. Het hoger onderwijs van het lange type van de 1e cyclus wordt bekrachtigd met de graad van kandidaat.

§ 2. Het hoger onderwijs van het lange type van de 2e cyclus wordt bekrachtigd met één van volgende graden: licentiaat, architect, industrieel ingenieur, handelsingenieur.

§ 3. Het onderwijs voor pedagogische opleiding van de toekomstige leerkrachten, ter aanvulling van het hoger economisch onderwijs van het lange type, wordt bekrachtigd met de graad van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs.

Art. 19. Na afloop van de 2e cyclus bedoeld in artikel 17 kan in het hoger onderwijs van het lange type nog een diploma van gespecialiseerd hoger onderwijs uitgereikt worden na studie van ten hoogste twee jaar, met o.m. toegepast onderzoek, o.a. verricht in Belgische of buitenlandse beroepskringen.

Afdeling 4. — Gemeenschappelijke bepalingen voor het hoger onderwijs van het korte en het lange type

Art. 20. § 1. Onverminderd artikel 59 wordt de beslissing waarbij de Raad van Bestuur van een hogeschool, georganiseerd door de Franse Gemeenschap, een nieuwe afdeling, optie of specialisatiestudie opent in een categorie die ze organiseert, voor toelating voorgelgd aan de Regering, op eensluidend advies van de algemene raad.

§ 2. De nieuwe afdelingen, opties en specialisatiestudies geopend door een door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogeschool en ressorterend onder een categorie die ze organiseert, worden, onverminderd artikel 59, erkend en in de toelageregeling opgenomen door de Regering, op eensluidend advies van de algemene raad.

Art. 21. § 1. De Regering kan nieuwe studies tot stand brengen, met inbegrip van specialisatiestudies ressorterend onder een in artikel 12, § 1 vermelde categorie, op eensluidend advies van de algemene raad.

Die nieuwe studies omvatten onderwijsactiviteiten i.v.m. de toegekende graad en bezorgen de student de kennis, het inzicht en de bekwaamheden die hij nodig heeft.

Elk studiejaar omvat ten minste 700 en ten hoogste 1 200 uren onderwijsactiviteiten.

§ 2. De structuur en de indeling van die nieuwe studies bij het hoger onderwijs van het korte en het lange type worden bepaald door de Regering van de Franse Gemeenschap, op eensluidend advies van de algemene raad.

HOOFDSTUK 4. — Toegang tot het hoger onderwijs van het korte en het lange type

Art. 22. § 1. Het 1e jaar hoger onderwijs, ter verkrijging van de graad die deze studies bekrachtigt, is toegankelijk voor de studenten die één van volgende stukken voorleggen:

1° een getuigschrift van hoger secundair onderwijs uitgereikt door een inrichting voor secundair onderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie, voor de studenten die dat getuigschrift na het schooljaar 1992-1993 bekomen hebben;

2° een getuigschrift van hoger secundair onderwijs, voor de studenten die voor het jaar 1993-1994 dat getuigschrift bekomen hebben, samen met het diploma van bekwaamheid voor toegang tot het hoger onderwijs, voor toegang tot het 1e jaar hoger onderwijs van het lange type;

3° een gehomologeerd getuigschrift van het algemeen, technisch of kunstonderwijs, uitgereikt door een inrichting voor secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Vlaamse Gemeenschap of door de examencommissie van de Vlaamse Gemeenschap die gemachtigd is om dat getuigschrift uit te reiken, en dat toegang verleent tot het universitair onderwijs in die Gemeenschap;

4° een diploma van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan of een overeenstemmend bewijs uitgereikt door het onderwijs voor sociale promotie;

5° een buitenlands diploma of studiebewijs, gelijkwaardig erkend met die vermeld in 1° en 3°, bij toepassing van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiebewijzen, van een decreet, een Europese richtlijn of een internationaal verdrag;

6° een attest van welslagen voor een toelatingsexamen georganiseerd door de hogescholen en waarvan de programma's bepaald worden door de Regering, op advies van de algemene raad. Dit attest geeft toegang tot de studies die het vermeldt.

Hebben ook toegang tot het 1e jaar paramedisch hoger onderwijs van het korte type de studenten die geslaagd zijn voor het toelatingsexamen, overeenkomstig de door de Regering genomen maatregelen, voor een examencommissie van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Tot het 1e jaar studie van de 2e cyclus hoger onderwijs van het lange type ter verkrijging van de graad die het bekrachtigt, hebben de studenten toegang, houder van de met die studie overeenstemmende graad van kandidaat, onverminderd de artikelen 23 en 24.

§ 3. Tot de studie ter verkrijging van de graad van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs hebben de studenten toegang, houder van een graad tot bekrachtiging van onderwijs van de 2e cyclus van het lange type in de economische categorie of die voor zulke studie ingeschreven zijn, in welk geval ze de graad van geaggregeerde pas kunnen bekomen na het bekomen van de graad die hun studie in de 2e cyclus bekrachtigt.

Art. 23. § 1. Overeenkomstig de maatregelen door de Regering genomen op advies van de algemene raad, bepaalt de overheid van de hogeschool de voorwaarden waaronder de studenten overgaan :

1° van een jaar hoger onderwijs van het korte type van een afdeling naar een ander jaar van dat onderwijs in een andere afdeling;

2° van een jaar of cyclus van het hoger onderwijs van het lange type naar een jaar hoger onderwijs van het korte type;

3° van een jaar of cyclus van het universitair onderwijs naar een jaar hoger onderwijs van het korte type;

4° van een 1e cyclus van het hoger onderwijs van het lange type in een afdeling naar een 2e cyclus hoger onderwijs van het lange type in een andere afdeling;

5° van een 1e cyclus van het universitair onderwijs naar een 2e cyclus hoger onderwijs van het lange type;

6° van een cyclus van het hoger onderwijs van het korte type naar een 2e cyclus hoger onderwijs van het lange type in een gelijkaardige afdeling;

7° van een jaar van een cyclus universitair onderwijs of hoger onderwijs van het lange type naar een jaar van een cyclus hoger onderwijs van het lange type;

8° van een 2e cyclus universitair onderwijs naar de specialisatiestudie georganiseerd in het hoger onderwijs van het lange type bij toepassing van artikel 19.

§ 2. De in § 1 bedoelde overgangen gelden ook voor studenten, houder van een titel uitgereikt door het onderwijs voor sociale promotie, die overeenstemt met die, uitgereikt door het onderwijs met volledig leerplan, overeenkomstig artikel 75 van het decreet van 16 april 1991 tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie.

Voor specifieke studiebewijzen van het hoger onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, bepaald door voormeld decreet, is ook overgang mogelijk op een wijze die de Regering zal bepalen, op advies van de algemene raad.

§ 3. De in § 1 bedoelde overgangen gelden ook voor studenten die uit het onderwijs voor sociale promotie komen, op voorwaarden die de Regering bepaalt.

Art. 24. De overheid van de hogeschool kan tot studies van de 2e cyclus die ze bepaalt, studenten toelaten die de graad van kandidaat niet bekomen hebben, maar het bewijs leveren van ten minste 4 jaar beroepservaring en die na een evaluatie, georganiseerd door de overheid van de hogeschool het bewijs leveren van voldoende kennis en bekwaamheid om die studies met goed gevolg te doorlopen.

De bepaling van de in vorig lid bedoelde studie moet vooraf goedgekeurd worden door de minister, op advies van de algemene raad.

Art. 25. Op voorwaarden die de overheid van de hogeschool bepaalt, zijn studies van de 2e cyclus toegankelijk, voor het verkrijgen van de graden die ze bekrachtigen, voor studenten, houder van een buitenlands diploma of studiebewijs i.v.m. die studies, gelijkwaardig erkend met die, vermeld in de artikelen 15 en 18, § 1 van dit decreet, bij toepassing van de wet van 14 maart 1971 inzake gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiebewijzen.

Art. 26. § 1. De student heeft de vrije keus van de hogeschool waar hij zich wil inschrijven.

§ 2. De overheid van de hogeschool kan echter de inschrijving van een student weigeren bij gemotiveerde beslissing, ingevolge bepalingen die de Regering getroffen heeft. De betrokkene krijgt daarvan kennis bij een aangetekende brief, die preciseert hoe hij beroep kan aantekenen.

Wanneer die hogeschool door de Franse Gemeenschap georganiseerd is, kan die student binnen 10 dagen, bij aangetekend schrijven, beroep aantekenen bij de Regering, die over 30 dagen beschikt om de weigering ongedaan te maken.

Wanneer een hogeschool gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschap, kan hij binnen 10 dagen, bij aangetekend schrijven, beroep aantekenen bij de in het laatste lid bedoelde commissie, die over 30 dagen beschikt om de weigering ongedaan te maken.

De door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogescholen voorzien in hun reglement in de oprichting en organisatie van een commissie, die de klachten van studenten bij weigering om ze in te schrijven, in ontvangst neemt. Die commissie, waarvan de onafhankelijkheid gewaarborgd wordt, kan de weigering ongedaan maken op de wijze die het reglement bepaalt.

HOOFDSTUK IV. — Studieregeling

Afdeling 1. — Studiereglement en toetreding van de student tot het project van de hogeschool

Art. 27. De overheid van de hogeschool legt een studiereglement vast. Dat reglement en latere wijzingen ervan worden meegedeeld aan de pedagogische gemeenschapscommissie die ze aan de Regering verzendt binnen 2 weken na ontvangst, met een met redenen omkleed advies over de naleving door het project van de vigerende wetten, decreten en besluiten.

Het reglement bepaalt o.m. :

1. de doeleinden van elk studieprogramma
2. de beschrijving van elk studieprogramma
3. de organisatie van het academiejaar, met inachtneming van de door de Regering bepaalde vakantie- en verlofregeling
4. de tuchtregeling en de procedures voor hoger beroep
5. de spreiding van de studie jaren en de bijwerking, overeenkomstig de artikelen 31 en 32
6. de vrijstelling van delen van het programma en de vermindering van de minimale studieduur, overeenkomstig de artikelen 34 en 35
7. de opvoedkundige methoden.

Het academiejaar wordt georganiseerd overeenkomstig de algemene bepalingen die de Regering treft.

Art. 28. § 1. Voor zijn inschrijving ontvangt de student het in artikel 6 bedoelde project, het in artikel 27 bedoelde studiereglement en het in artikel 42 bedoelde algemeen examenreglement.

§ 2. - Zijn inschrijving impliceert zijn toetreding tot het project, het studie- en het examenreglement.

Afdeling 2. — Studieprogramma's

Art. 29. Mits ze het bij wetten, decreten, en besluiten bepaalde programma en minimumaantal uren naleeft, kan elke hogeschool haar uurregeling bepalen en haar programma's uitwerken.

De programma's van het hoger onderwijs van het korte type, ter verkrijging van een in artikel 41 vermelde graad, beslaan ten minste 3 jaar studie.

De programma's van het hoger onderwijs van het lange type in de 1e cyclus, ter verkrijging van de graad van kandidaat, beslaan 2 jaar studie.

De programma's van het hoger onderwijs van het lange type in de 2e cyclus, ter verkrijging van de graad vermeld in artikel 18, § 2, beslaan 2 jaar studie behalve voor handelsingenieur en architect : voor deze graden zijn 3 jaar studie vereist.

De programma's ter verkrijging van de graad van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs beslaan 1 jaar studie.

Art. 30. De studenten, ingeschreven in een hogeschool ter verkrijging van een graad bedoeld in de artikelen 15, 16, 18, 19, volgen geregeld de onderwijsactiviteiten op het programma van het studiejaar waarvoor ze ingeschreven zijn, die de hogeschool organiseert. Zij leggen er de examens af m.b.t. hun studieprogramma.

Niettemin kunnen overeenkomsten met andere hogescholen of al dan niet universitaire instellingen voor hoger onderwijs, in België of in het buitenland, bepalen dat sommige colleges en werkzaamheden georganiseerd zullen worden door die hogescholen of instellingen en dat de daarop betrekking hebbende examens er zullen afgelegd worden overeenkomstig de aldaar vigerende regels. Ze kunnen ook in de uitwisseling van leerkrachten voorzien.

Art. 31. Bij beslissing van de overheid van de hogeschool en onder de voorwaarden die ze bepaalt, kunnen de studenten op hun verzoek de toelating krijgen om een studiejaar over verschillende academiejaren te spreiden.

Ze tellen dan mee voor de financiering in verhouding tot het gedeelte van het studieprogramma dat zij afgewerkt hebben, volgens een regeling die de Regering bepaalt op advies van de algemene raad.

Art. 32. Bij beslissing van de overheid van de hogescholen, onder de voorwaarden die ze bepaalt mogen de studenten die voor het eerst in het 1e jaar ingeschreven zijn, in de loop van het jaar op hun verzoek de toelating krijgen om het jaar over 2 opeenvolgende jaren te spreiden.

Examens waarvoor zij het 1e jaar niet slagen, mogen zij het volgende jaar tweemaal afleggen. Zij zijn verplicht een bijwerking te volgen waarvan de overheid van de hogeschool het programma in overleg met de betrokkene bepaalt.

Studenten waarvoor die regeling geldt, worden geacht tweemaal in het 1e jaar ingeschreven te zijn.

Afdeling 3. — Studieduur

Art. 33. Overminderd artikel 35 moet een student ter verkrijging van een graad, vermeld in de artikelen 15, 16, 18, 19, volgend aantal jaren gewijd hebben aan zijn studie :

- 1° ten minste 3 jaar voor een graad vermeld in artikel 15;
- 2° ten minste 2 jaar voor een graad vermeld in artikel 18, § 1;
- 3° ten minste 2 jaar voor de graad van licentiaat of industrieel ingenieur;
- 4° ten minste 3 jaar voor de graad van handelsingenieur of architect;
- 5° ten minste 1 jaar voor het in artikel 16 bedoelde specialisatiediploma in het hoger onderwijs van het korte type;
- 6° ten minste 1 jaar voor het in artikel 19 bedoelde diploma van gespecialiseerd hoger onderwijs van het lange type.

Art. 34. Op voorwaarden die ze bepaalt kan de overheid van de hogeschool studenten vrijstellen van gedeelten van hun studieprogramma, gelet op de studies of studiegedeelten die zij met goed gevolg volbracht hadden.

Art. 35. De overheid van de hogeschool kan studenten die de in artikel 34 bedoelde vrijstelling genieten, een vermindering van de in artikel 33 bepaalde minimumstudieduur toestaan.

Afdeling 4. — Kwaliteitscontrole

Art. 36. § 1. Uiterlijk op 1 augustus van elk jaar zendt de overheid van de hoge school aan de pedagogische gemeenschapscommissie een volledig activiteitsverslag over, met een hoofdstuk over de naleving van het pedagogisch en sociaal-cultureel project, overeenkomstig bepalingen waarin de Regering voorziet.

§ 2. Binnen 60 dagen na de indiening van dit verslag zendt de commissie het over aan de Regering en de algemene raad, met een advies over de naleving van het project door de hogeschool.

Mocht dat advies negatief zijn, dan geldt de procedure van artikel 10, §§ 6 en 7.

Art. 37. De overheid van de hogeschool controleert de kwaliteit van de onderwijsactiviteit en van de andere opdrachten die de hogeschool vervult : ze voorziet o.m. in evaluatie van de weigeringen van inschrijvingen, bedoeld in artikel 26.

De kwaliteitszorg wordt beheerd volgens een door de Regering bepaalde procedure, met o.m.

een beroep op externe deskundigen waarvan het merendeel hun beroep buiten het onderwijs moeten hebben.

Het verslag over kwaliteitscontrole wordt vanaf 1 september 1998 om de 3 jaar overgezonden aan de Regering, aan de in artikel 80 bedoelde pedagogische gemeenschapscommissie en aan de cel voor pedagogische prospectie bedoeld in artikel 82.

De pedagogische gemeenschapscommissie brengt voor de Regering binnen 60 dagen een met redenen omkleed advies uit over de naleving van het project, vervat in het verslag over de controle op de kwaliteit van de werking van de hogeschool.

HOOFDSTUK VI. — Examens en examencommissies

Art. 38. Om zich voor de examens aan een hogeschool te mogen inschrijven, moet elk student geregeld de onderwijsactiviteiten gevolgd hebben die voorkomen op het programma van het studiejaar waarvoor hij ingeschreven is.

Art. 39. Niemand mag deelnemen aan meer dan 2 examenzittingen in één academiejaar.

Art. 40. De examens zijn openbaar. Ze worden mondeling of schriftelijk afgenomen. Elk student mag zijn verbeterd schriftelijk examen inzien en kan op gewone aanvraag zijn uitslag per examen vernemen.

Art. 41. De overheid van de hogeschool stelt examencommissies per studiejaar samen. Die commissies bestaan uit de personeelsleden die verantwoordelijk waren voor de door de student gevolgde onderwijsactiviteiten, alsook uit een voorzitter, een secretaris en eventueel externe deskundigen.

Ze beraadslagen collegiaal en zonder mogelijkheid van beroep over de aanvaarding, verdaging of afwijzing van de student en over de toe te kennen vermeldingen.

Art. 42. Onverminderd andere bepalingen van dit hoofdstuk legt de Regering een algemeen examenreglement vast, met o.m. :

- 1° de examentijden;
- 2° de overgangsvoorwaarden;
- 3° de organisatie en het verloop van de examens;
- 4° de werking van de examencommissies;
- 5° de wijze waarop klachten van de studenten over onregelmatig verloop van de examens ingediend, onderzocht en beslecht worden;
- 6° de vermelding van de overheid, bevoegd om een inschrijving te weigeren en de wijze waarop hiertegen beroep wordt aangetekend.

Dit reglement is een openbaar document, op aanvraag afgegeven door de overheid van de hogeschool.

HOOFDSTUK VII. — Examencommissies voor het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap

Art. 43. De Regering kan examencommissies voor het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap oprichten, ter uitreiking van de in de artikelen 15 en 18 bedoelde graden en van de bekwaamheidsbewijzen die krachtens de vigerende wetgeving vereist zijn en noch door universitaire instellingen, noch door hoger-onderwijsinstellingen, noch door hogescholen uitgereikt worden.

Ze regelt hun werking en bepaalt de inschrijvingsrechten, alsook de vergoedingen van de examinatoren.

HOOFDSTUK VIII. — Uitreiking van de diploma's

Art. 44. De in de artikelen 15 en 18 bedoelde graden en de diploma's tot staving ervan worden toegekend door de examencommissies van de hogescholen of door de examencommissies voor het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap.

De in de artikelen 16 en 19 bedoelde graden en de diploma's of getuigschriften tot staving ervan worden door de examencommissies van de hogescholen uitgereikt.

Art. 45. De diploma's worden ondertekend door de directeur-voorzitter en door de leden van de examencommissie. Ze worden medeondertekend door de Regering of haar gemachtigde.

Het diploma uitgereikt door een examencommissie voor het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap overeenkomstig artikel 43 van dit decreet wordt ondertekend door de voorzitter en de leden van de examencommissie en medeondertekend door de Regering of haar gemachtigde.

TITEL III. — Samenstelling van de hogescholen

HOOFDSTUK I. — Criteria voor de hergroeperingen in hogescholen

Afdeling 1. — Hergroeperingszone

Art. 46. Onverminderd artikel 3, § 2 worden de hogescholen per zone opgericht, door hergroepering van de inrichtingen voor hoger onderwijs van het korte en/of lange type die door de Franse Gemeenschap worden ingericht of gesubsidieerd, in één zone, en op 1 januari 1995 hoger onderwijs verstrekten.

In afwijking van het 1e lid kunnen hogescholen opgericht worden door groepering van instellingen in verschillende zones, mits ze ten hoogste 20 km van elkaar verwijderd zijn.

§ 2. Elke instelling wordt geacht, gelegen te zijn in een zone wanneer haar administratieve zetel en het geheel van haar vestigingen daar gelegen zijn, onverminderd artikel 48, § 2.

§ 3. De hogeschool behoort tot de zone waarin de instellingen die ze samenstellen en het grootste aantal regelmatig ingeschreven studenten tellen op 1 februari 1995, gelegen zijn.

§ 4. In afwijking van § 1 mogen de instellingen met vestigingen in verschillende zones, ingevolge een fusie voor 1 januari 1995 krachtens de vigerende wetgeving, een hogeschool vormen met inachtneming van artikel 49, § 1, 1e lid, en 2.

Art. 47. De in artikel 46 bedoelde zones zijn de volgende aardrijkskundige gebieden :

- 1° de provincie Luxemburg;
- 2° de provincie Namen;
- 3° de provincie Henegouwen;
- 4° de provincie Luik, met uitzondering van het Duits taalgebied;
- 5° het tweetalig gewest Brussel-Hoofdstad en de provincie Waals-Brabant.

Art. 48, § 1. De hogeschool mag slechts in de zone waar ze gelegen is onderwijs inrichten. Het door haar ingerichte onderwijs mag in verschillende in de zone gelegen vestigingen worden verstrekt.

§ 2. Wanneer een of verschillende inrichtingen voor hoger onderwijs die de hogeschool vormen, op de datum van inwerkingtreding van dit decreet hoger onderwijs organiseren in vestigingen die in verschillende zones gelegen zijn, mogen de betrokken vestigingen echter, onverminderd artikel 46, § 4, voor een door de Regering vastgelegde duur behouden blijven.

Uiterlijk na afloop van de door de Regering bepaalde termijn worden deze vestigingen ofwel gesloten ofwel naar de zone van de inrichting waarvan ze afhangen, overgebracht, ofwel opgenomen in een hogeschool van de zone waar ze gelegen zijn.

De vestiging mag door een hogeschool van een ander net worden overgenomen mits de Regering haar toestemming geeft.

§ 3. De hogeschool waakt ervoor dat alle lessen die een student op één dag volgt, in dezelfde vestiging gegeven worden.

De overheid van de hogeschool kan van dat beginsel afwijken in overleg met de pedagogische raad.

Afdeling 2. — Omvang, type en categorie

Art. 49, § 1. De hogeschool organiseert tegelijkertijd hoger onderwijs van het korte en van het lange type in meer dan een categorie bedoeld in artikel 12, § 1.

In afwijking van het 1e lid kan ze hoger onderwijs van het korte of van het lange type organiseren, alsook onderwijs van één van de categorieën bedoeld in artikel 12, § 1.

Wordt geacht hoger onderwijs van het lange type te verstrekken, de hogeschool die minstens een van beide cyclussen van dat onderwijs organiseert.

§ 2. De hogeschool moet een minimumaantal regelmatig ingeschreven studenten tellen, volgens de zone waartoe ze behoort, zoals bedoeld in artikel 46, § 3.

Dit aantal is vastgesteld op :

- 700 studenten voor de zone bedoeld in artikel 47, 1°;
- 860 studenten voor de zone bedoeld in artikel 47, 2°;
- 1 100 studenten voor de zone bedoeld in artikel 47, 3°;
- 1 280 studenten voor de zone bedoeld in artikel 47, 4°;
- 1 600 studenten voor de zone bedoeld in artikel 47, 5°.

De berekening van het aantal in het 1e lid bedoelde studenten kan gebeuren naar de keuze van de instellingen die zich willen groeperen :

1. op grond van het aantal regelmatig ingeschreven studenten op 1 februari 1995 in elk van de instellingen die zich groeperen,
2. of op grond van het rekenkundig gemiddelde van de regelmatig ingeschreven studenten op 1 februari 1993, 1994 en 1995 in elk van die instellingen.

§ 3. In afwijking van § 1, 1e lid, kunnen de inrichtende machten van de op 1 januari 1995 bestaande instellingen, per zone, net en aard een hogeschool samenstellen die alleen hoger onderwijs van het korte of het lange type organiseert, wanneer de groepering van instellingen die tegelijkertijd beide organiseren in hetzelfde net van dezelfde aard, niet mogelijk is in de zone wegens het ontbreken van een van de onderwijstypes.

§ 4. In afwijking van § 1, 1e lid, kunnen de inrichtende machten van op 1 januari 1995 bestaande instellingen een hogeschool samenstellen per zone, net en aard, met slechts één in artikel 12, § 1 bedoelde studiecategorie, wanneer de groepering van instellingen van meer dan één categorie, bedoeld in artikel 12, § 1, in hetzelfde net van dezelfde aard niet mogelijk is in de zone, wegens het ontbreken van verschillende onderwijscategorieën.

§ 5. In afwijking van § 2 kunnen de inrichtende machten van de op 1 januari 1995 bestaande instellingen, per zone, net en aard een hogeschool samenstellen hoewel het aantal regelmatig ingeschreven studenten berekend volgens § 2, 3e lid, kleiner is dan het aantal, bedoeld in § 2, 2e lid, als dit niet kan bereikt worden door groepering van gelijkaardige instellingen van hetzelfde net in die zone.

Afdeling 3. — Net

Art. 50. Instellingen ressorterend onder inrichtende machten van verschillende onderwijsetnetten kunnen zich groeperen. Onverminderd artikel 53, § 1 kan groepering plaatsvinden door overheveling van afdelingen van instellingen van verschillende netten. In die gevallen opteren de inrichtende machten voor het behoren tot een van de netten waaronder de inrichtingen voor hoger onderwijs voor hun samenvoeging ressorteerden.

De hogescholen worden ingedeeld in drie netten :

- 1° het net van de Franse Gemeenschap dat de door de Franse Gemeenschap ingerichte hogescholen omvat;
- 2° het officieel gesubsidieerd net dat de voor de provincies, de gemeente, de gemeenteverenigingen of elke andere publiekrechtelijke rechtspersonen ingerichte hogescholen omvat;
- 3° het net van het vrij gesubsidieerd onderwijs dat de door privé-personen ingerichte hogescholen omvat.

HOOFDSTUK 2. — Procedure inzake samenstelling van de hogescholen.

Afdeling 1. - Indiening van het voorstel tot groepering

Art. 51. § 1. Voor 1 februari 1996 moeten de inrichtende machten van de instellingen voor hoger onderwijs van het korte type en van het lange type die op 1 januari 1995 door de Franse Gemeenschap worden ingericht of gesubsidieerd, aan de Regering via representatieve organisaties waarvan ze lid zijn, een voorstel tot hergroepering in hogescholen voorleggen, overeenkomstig hoofdstuk 1 van deze titel en artikel 3.

§ 2. Bij de samenstelling van een hogeschool mogen de verschillende inrichtingen hun benaming behouden : het kan zowel de officiële benaming als de gewone benaming zijn.

§ 3. De voorstellen tot groepering in hogescholen bedoeld in § 1, worden opgemaakt na overleg tussen de inrichtende machten, de personeelsleden en de studenten van de betrokken inrichtingen.

Ze moeten voor overleg, uiterlijk 31 december 1995, aan voormelde representatieve organisaties worden voorgelegd. Deze bezorgen de inrichtende machten uiterlijk 31 januari 1996 een omstandig advies. De korpsen die in de verschillende betrokken instellingen voorkomen, kunnen een aanvullend advies indienen.

Art. 52. Het voorstel tot groepering in een hogeschool door de inrichtende machten van de instellingen voor hoger onderwijs omvat :

- 1° het in artikel 6 bedoelde project;
- 2° de in artikel 7, § 1, bedoelde adviezen;
- 3° de gekozen benaming;
- 4° de bepaling van de rechtspositie van de hogeschool op het ogenblik van haar oprichting en de ontwerpen van statuten in verband hiermee;
- 5° de beschrijving van het onroerend vermogen van elke instelling;
- 6° de bepaling van het net waaronder de hogeschool ressorteert;
- 7° de beschrijving van de inrichtingen of delen van inrichtingen voor hoger onderwijs die in de oorspronkelijke samenstelling opgenomen worden : vestiging en verdeling van de bevolking per afdeling, per categorie en per type van hoger onderwijs;
- 8° het aantal en de benaming van de departementen, afdelingen en opties;
- 9° de samenstelling van de inrichtende macht(en) van de hogeschool die niet opgericht is in de vorm van een rechtspersoon;
- 10° de samenstelling en de bevoegdheden van de beheers- en raadplegingsorganen;
- 11° de samenwerkingsakkoorden tot stand gekomen tussen de inrichtingen voor hoger onderwijs die de hogeschool samenstellen, met inbegrip van de samenwerkingsvoorwaarden tussen het hoger onderwijs van het korte type en het hoger onderwijs van het lange type, alsmede tussen de verschillende in artikel 12, § 1 bedoelde onderwijs-categorieën;
- 12° ingeval de hogeschool samengesteld wordt in de vorm van een rechtspersoon, de overeenkomsten betreffende ofwel de rechten en verplichtingen van de inrichtende machten van de inrichtingen voor hoger onderwijs die de instemming bevatten van de betrokken derden, ofwel de terbeschikkingstelling van hun patrimonium voor de hogeschool, alsmede elke overeenkomst gesloten tussen de inrichtende machten van de instellingen voor hoger onderwijs;
- 13° eventueel de aanvragen tot overdracht van afdeling(en) of vestiging(en) voor hoger onderwijs die onder verschillende hogescholen ressorteren, gedaan door elke betrokken onderwijsinstelling;
- 14° eventueel de in artikel 53, § 2 bedoelde herschikkingsvoorwaarden;
- 15° eventueel, de overeenkomsten die de departementen, afdelingen of vestigingen van verschillende hogescholen onderling verbinden en waarin de op 1 september 1995 bestaande samenwerkingsvormen opgenomen worden.
- 16° de in artikel 51, § 3 bedoelde adviezen;
- 17° eventueel de voorgestelde samenstelling van de in artikel 26 bedoelde commissie.

Art. 53. § 1. De voorstellen tot oprichting van de in artikel 52 bedoelde hogescholen mogen de overdracht aanvragen van een of meer afdelingen of vestigingen van een instelling naar een andere instelling voor hoger onderwijs die in een andere hogeschool wordt opgenomen.

Mits de Regering zulks toelaat, mogen deze afdelingen of vestigingen tot een instelling van een ander net behoren.

In dat geval stelt de Regering het nieuw aantal afdelingen per hogeschool vast op grond van de bepalingen van de wet dd. 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs met volledig leerplan.

§ 2. Ingeval een instelling voor hoger onderwijs op de datum van inwerkingtreding van dit decreet ook onderwijs van een ander niveau verstrekt, moet het in paragraaf 1 bedoelde voorstel tot oprichting van hogescholen herschikkingsvoorwaarden omvatten die voortvloeien uit de hergroepering in een hogeschool of uit de overdracht van haar hoger onderwijs naar de hogeschool.

De Regering legt de reglementsbepalingen vast die uit deze herschikking voortvloeien.

Afdeling 2. — Onderzoek van het groeperingsvoorstel door het onderhandelingscomité

Art. 54. § 1. De Regering zendt onverwijld de groeperingsvoorstellen over aan het onderhandelingscomité.

§ 2. Uiterlijk 15 februari 1996 zendt het comité, ter kennisgeving, aan de inrichtende machten van de instellingen van de zone de groeperingsvoorstellen betreffende die zone. De inrichtende machten van de instellingen kunnen advies geven aan het comité binnen 30 dagen na ontvangst van die voorstellen.

§ 3. Het onderhandelingscomité ontleedt de voorstellen per zone. Als de in artikel 51, § 3 of in § 2 van dit artikel bedoelde adviezen negatief zijn of als het comité een klacht ontvangt van een deel van de onderwijsgemeenschap, volgens welke de voorgestelde groepering de belangen van een andere instelling in de zone ernstig zou schaden, doordat deze een van de groeperingsmogelijkheden bedoeld in artikel 49, § 1, 1e lid niet meer kan aanwenden, hoort het de betrokken partijen en treedt het bemiddelend op.

§ 4. Het onderhandelingscomité bezorgt de regering tegen 15 april 1996 een omstandig advies over de groeperingsvoorstellen.

Dit advies omvat :

- de notulen van de vergaderingen;
- eventueel de notulen van de hoorzittingen;
- de redenen waarom de negatieve adviezen vermeld in § 3 al dan niet gewettigd zijn ;
- een met redenen omkleed besluit over het al dan niet schaden van de belangen van een andere instelling in de zone, gelet op de klachten vermeld in § 3, en eventueel de middelen om zulks te verhelpen.

Het advies wordt eenparig uitgebracht. Zoniet gaat het vergezeld van minderheidsnota's.

Afdeling 3. — Regeringsbeslissing

Art. 55. § 1. Als de pedagogische gemeenschapscommissie een gunstig advies uitbrengt over het pedagogisch en sociaal-cultureel project en het onderhandelingscomité eenparig een gunstig advies uitbrengt over de voorgestelde groeperingen, keurt de Regering deze goed. Ze deelt haar beslissing mee aan de inrichtende machten van de betrokken instellingen, uiterlijk op 30 april 1996.

§ 2. In andere gevallen kan de Regering het voorstel afwijzen. Ze verzoekt de inrichtende machten van de betrokken instellingen haar uiterlijk 15 juni 1996 een nieuw voorstel voor te leggen. Ze deelt de redenen van de afwijzing mee en eventueel de middelen om zulks te verhelpen. Zodra ze het nieuwe voorstel ontvangt, keurt ze de groepering goed of af.

§ 3. De Regering maakt bij besluit tegen 30 juni 1996 :

- 1° per zone de lijst van door de Gemeenschap ingerichte hogescholen op;
- 2° voor elk van de hogescholen de lijst op van de instellingen of delen van instellingen voor hoger onderwijs die ze samenstellen.

HOOFDSTUK 4. — Rechtspositie van de hogescholen en rechtsopvolging van de instellingen voor hoger onderwijs

Art. 56. § 1. De hogescholen die onder het net van het gesubsidieerd vrij onderwijs en onder het net van het gesubsidieerd officieel onderwijs ressorteren, worden opgericht in de vorm van een rechtspersoon, met uitzondering van de hogescholen die inrichtingen voor hoger onderwijs samenbrengen, die onder de inrichtende macht van één gemeente of van één provincie ressorteren.

§ 2. Elke door de Franse Gemeenschap ingerichte hogeschool vormt een dienst met afzonderlijk beheer, in de zin van artikel 140 van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

Art. 57. § 1. De door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogeschool, opgericht als rechtspersoon, neemt het geheel van de rechten en plichten van de inrichtende machten van de inrichtingen voor hoger onderwijs over, welke nodig zijn voor de werkzaamheid van de hogeschool die ze samenstellen, met inbegrip van de rechten en verplichtingen betreffende het personeel, op grond van de in artikel 52 bepaalde overeenkomsten, mits de betrokken derden hun toestemming geven.

In het gesubsidieerd officieel hoger onderwijs van het lange type en van het korte type wordt elk personeelslid dat, wat hem betreft, er niet mee instemt dat de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogeschool de rechten en verplichtingen overneemt van de inrichtende macht waarvan hij afhangt, als ontslagnemend beschouwd in de zin van artikel 59, 1° van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden uit het gesubsidieerd officieel onderwijs.

In het gesubsidieerd vrij hoger onderwijs van het lange type en van het korte type wordt elk personeelslid dat wat hem betreft er niet mee instemt dat de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogeschool de rechten en verplichtingen overneemt van de inrichtende macht waarvan hij afhangt, als ontslagnemend beschouwd in de zin van artikel 72, 1° van het decreet dd. 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden uit het gesubsidieerd vrij onderwijs.

In afwijking van lid 1 mogen de inrichtende machten van de inrichtingen voor hoger onderwijs hun eigendomsrecht op hun patrimonium bewaren mits ze de verplichtingen die hieraan verbonden zijn, aanvaarden. De bestanddelen van dit patrimonium die nodig zijn voor de werkzaamheid van de hogeschool, zullen ter beschikking van bedoelde hogeschool gesteld worden volgens de bij overeenkomst vastgestelde voorwaarden.

§ 2. De hogescholen moeten uiterlijk 30 juni 1997 een inventaris van hun onroerend bezit aan de Regering verzenden.

HOOFDSTUK 4. — Aanmoediging van de hergroepering

Art. 58. In afwijking van de wetten, decreten en besluiten betreffende de begeleidingsnormen beschikken alleen de hogescholen samengesteld zoals bepaald in artikel 49, § 1, 1e lid, over de totale begeleiding ten gevolge van de optelling van de begeleiding van de samenstellende instellingen op 1 februari 1996.

Art. 59. Onverminderd artikel 20 kan alleen de overheid van een hogeschool samengesteld zoals bepaald in artikel 49, § 1, 1e lid, een nieuwe afdeling of optie openen, of een specialisatie in een andere categorie dan die van de hogeschool, overeenkomstig de vigerende decreten en besluiten

Art. 60. De krachtens artikel 49, § 3, 4 of 5 samengestelde hogescholen genieten het voordeel van de bepalingen bedoeld in de artikelen 58 en 59.

HOOFDSTUK 5. — Procedure inzake samenvoeging van hogescholen

Afdeling 1. — Indiening fusievoorstel

Art. 61. § 1. De hogescholen van éénzelfde zone en van hetzelfde net die krachtens deze titel werden samengesteld, mogen samengevoegd worden.

Hogescholen van verschillende netten mogen fuseren : de overheden van de hogescholen opteren voor de aansluiting van de nieuwe hogeschool bij een van die netten.

§ 2. Het fusievoorstel wordt opgemaakt door de overheden van de hogescholen, na overleg met de sociale raad en de pedagogische raad, bedoeld in de artikelen 65 en 69, en van de studentenraad, bedoeld in artikel 73, van elke betrokken hogeschool : deze raden brengen binnen de 30 dagen na de adviesaanvraag een omstandig advies uit.

§ 3. De overheden van de hogescholen zenden het fusievoorstel over aan de Regering via de representatieve organisaties waarvan ze lid zijn.

§ 4. In afwijking van § 1 en onverminderd artikel 107 kan de Regering de fusie toelaten van hogescholen uit aanpalende zones.

Art. 62. Het voorstel tot samenvoeging van hogescholen omvat :

- 1° het projekt bedoeld in artikel 6;
- 2° de adviezen bedoeld in artikel 7, § 3;
- 3° de benaming gekozen voor de nieuwe hogeschool;
- 4° de bepaling van de rechtspositie van de hogeschool op het ogenblik van haar oprichting en de ontwerpen van statuten die hierop betrekking hebben;
- 5° de bepaling van het net waaronder de hogeschool ressorteert;
- 6° de vestiging en de verdeling van de bevolking per afdeling, per categorie en per type van hoger onderwijs;
- 7° het aantal en de benaming van de departementen;
- 8° de samenstelling van de nieuwe inrichtende macht van de hogeschool indien deze niet in de vorm van een rechtspersoon is opgericht;
- 9° de samenstelling en de bevoegdheden van de bestuurs- en raadplegingsorganen;
- 10° het geheel van de tussen hogescholen gesloten overeenkomsten en eventueel, de overeenkomsten met of tussen de inrichtende machten van de hogescholen die niet in de vorm van een rechtspersoon werden opgericht en die de overdracht van de rechten en verplichtingen aan de nieuwe hogeschool betreffen, met inbegrip van de overeenkomsten met derden, eventueel het terbeschikkingstellen, voor de nieuwe hogeschool, van het patrimonium van de inrichtende machten van de inrichtingen voor hoger onderwijs die de samengevoegde hogescholen samenstellen;
- 11° de in artikel 61, § 2 bedoelde adviezen;
- 12° eventueel de voorgestelde samenstelling van de in artikel 26 bedoelde commissie.

Afdeling 2. — Onderzoek van het fusievoorstel door het onderhandelingscomité

Art. 63. § 1. De Regering zendt onverwijld de fusievoorstellen over aan het onderhandelingscomité.

§ 2. Binnen 2 weken zendt het comité, ter kennisgeving, het voorstel aan de overheden van de hogescholen in de betrokken zone(s). Die hogescholen kunnen het comité advies geven binnen 30 dagen na ontvangst van die voorstellen.

§ 3. Het comité ontleedt het fusievoorstel; als de in § 2 van artikel 61 of van dit artikel bedoelde adviezen negatief zijn of als het een klacht ontvangen heeft van een deel van de onderwijsgemeenschap volgens welke de voorgestelde fusie de belangen van een andere hogeschool in de zone(s) ernstig schaadt, dan hoort het de partijen en treedt het bemiddelend op.

§ 4. Binnen 3 maanden na ontvangst van het fusievoorstel overhandigt het comité aan de Regering een omstandig advies, met :

- de notulen van de vergaderingen;
- eventueel de notulen van hoorzittingen;
- de redenen waarom de ongunstige adviezen bedoeld in § 2 van artikel 61 of van dit artikel, al dan niet gewettigd zijn;
- een met redenen omkleed besluit over het al dan niet schaden van de belangen van een andere hogeschool in de zone(s), gelet op de in § 3 bedoelde klachten, en eventueel maatregelen om zulks te verhelpen.

Het comité brengt zijn advies eenparig uit.

Zoniet worden minderheidsnota's bij het advies gevoegd.

Afdeling 3. — Regeringsbeslissing

Art. 64. § 1. Als het onderhandelingscomité eenparig een gunstig advies uitbrengt keurt de Regering de fusie goed en deelt ze die beslissing mee aan de overheden van de betrokken hogescholen.

§ 2. In andere gevallen kan ze de fusie weigeren.

§ 3. De fusie treedt in bij de hervatting van het academiejaar.

TITEL IV. — Beheer van de hogescholen

HOOFDSTUK I. — Het beheer van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogescholen

Art. 65. De door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogescholen, opgericht in de vorm van een rechtspersoon, worden door een raad van bestuur beheerd en zijn voorzien van een bestuurscollege, een pedagogische raad en een sociale raad.

Het bestuurscollege zorgt voor de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur en neemt de beslissingen waarvoor het delegatie heeft gekregen.

Het oefent de bevoegdheid uit van de directeurs en adjunct-directeurs van de instellingen voor hoger onderwijs.

De pedagogische raad moet door de raad van bestuur en door het bestuurscollege worden geraadpleegd omtrent elke vraag in verband met de pedagogische middelen en de toewijzing van de personeelsleden.

De sociale raad moet door de raad van bestuur en door het bestuurscollege worden geraadpleegd omtrent elke vraag in verband met de materiële en sociale voorwaarden voor de studenten. Het komt hem toe, in overleg met de bestuursorganen van de hogeschool de beschikbare gelden voor de sociale behoeften van de studenten te beheeren, bedoeld in titel VII.

Art. 66. De Raad van Bestuur bestaat uit :

- 1° de Directeur-Voorzitter;
- 2° de directeurs van de in artikel 71 bedoelde categorieën;
- 3° vier personeelsleden van de hogeschool, vastbenoemd bij deze hogeschool, die de vakbonden in Sectorcomité IX vertegenwoordigen, in verhouding tot hun belangrijkheid in de hogeschool, en door de betrokken vakbonden aan de Minister worden voorgedragen;
- 4° een vertegenwoordiger van het meesters-, vak- en dienstpersoneel, door dit personeel onder zijn leden gekozen;
- 5° twee personen door de Minister gekozen, gelet op hun bijzondere bekwaamheid in het beroep waarop de ingerichte studies betrekking hebben, en voorgedragen door de in 1°, 2° en 3° bedoelde leden van de Raad van Bestuur, op een dubbele lijst.

6° vier door de Minister gekozen personen die de sociale kringen vertegenwoordigen en voor de helft voorgedragen worden door de interprofessionele vakbonden en voor de helft door de werkgeversorganisaties;

7° studenten die alle departementen vertegenwoordigen en voor hun eerste studiejaar geslaagd zijn, naar rato van ten minste 20% van de raad van bestuur.

De in 3°, 5° en 6° bedoelde leden worden door de Regering voor vijf jaar benoemd.

De in 7° bedoelde leden worden door de in artikel 73 bedoelde studentenraad voor één jaar verkozen.

De mandaten zijn vernieuwbaar.

Art. 67. Het bestuurscollege bestaat uit de in artikel 71 bedoelde categoriële directeurs en wordt door de Directeur-Voorzitter voorgezeten.

De Directeur-Voorzitter wordt aangesteld door de Regering die hem kiest uit een lijst van drie door het bestuurscollege voorgedragen kandidaten.

Het mandaat van Directeur-Voorzitter heeft een duur van vijf jaar en mag verlengd worden.

De Directeur-Voorzitter mag een onderwijsopdracht uitoefenen.

Art. 68. Voor de door de Franse Gemeenschap ingerichte hogescholen bepaalt de Regering de samenstelling en de werking van de pedagogische raad, de sociale raad en de departementsraad alsook de werking van de raad van bestuur.

HOOFDSTUK II. — *Het beheer van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogescholen*

Art. 69. De door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogescholen, opgericht in de vorm van een rechtspersoon, worden door bestuurs- en raadplegingsorganen beheerd waarvan ze voorzien worden na beslissing van de inrichtende machten.

De niet-als rechtspersoon opgerichte hogescholen zijn voorzien van beheersorganen, alsook van de door hun inrichtende machten ingestelde adviesorganen.

In elke hogeschool is er ten minste een bestuursorgaan, een bestuurscollege, een pedagogische raad en een sociale raad.

Het bestuurscollege zorgt voor de uitvoering van de beslissingen van het bestuursorgaan en neemt de beslissingen waarvoor het delegatie heeft gekregen.

De pedagogische raad moet door het bestuursorgaan en door het bestuurscollege worden geraadpleegd omtrent elke vraag in verband met de pedagogische middelen en de toewijzing van de personeelsleden.

De sociale raad moet door het bestuursorgaan en door het bestuurscollege worden geraadpleegd omtrent elke vraag in verband met de materiële en sociale voorwaarden voor de studenten. Het komt hem toe, in overleg met de bestuursorganen van de Hogeschool de beschikbare gelden voor de sociale behoeften van de studenten te beheren.

In het bestuursorgaan is het personeel vertegenwoordigd naar rato van ten minste een vierde van de leden.

Art. 70. Het bestuurscollege omvat de directeurs van de in artikel 71 bedoelde categorieën en wordt door de directeur-voorzitter voorgezeten.

De directeur-voorzitter wordt aangesteld door de inrichtende macht die hem uit een lijst van drie door het bestuurscollege voorgedragen kandidaten kiest.

Het mandaat van directeur-voorzitter duurt vijf jaar en mag verlengd worden.

De Directeur-voorzitter mag een onderwijsopdracht uitoefenen.

HOOFDSTUK 3 - *Gemeenschappelijke bepalingen voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde of ingerichte hogescholen*

Art. 71. Elke hogeschool telt evenveel departementen als ze studiecategorieën inricht.

In de hogescholen van de Franse Gemeenschap wordt elke categorie bestuurd door een directeur, benoemd door de Regering, die hem uit een lijst van drie door geheel het onderwijzend personeel van de studiecategorie voorgedragen kandidaten kiest.

In de gesubsidieerde hogescholen wordt elke categorie bestuurd door een directeur, benoemd door de inrichtende macht uit een lijst van 3 door geheel het onderwijzend personeel van de categorie voorgedragen kandidaten.

Het mandaat van categoriedirecteur duurt vijf jaar en mag vernieuwd worden.

Hij mag een onderwijsopdracht uitoefenen.

Elk departement van de hogeschool is voorzien van een departementsraad.

De departementsraad moet, op eigen initiatief of op vraag van het bestuursorgaan van de hogeschool adviezen uitbrengen over kwesties die het departement aanbelangen.

HOOFDSTUK 4. — *Samenstelling van de sociale raad, de pedagogische raad en de departementsraad*

Art. 72. In de door de Franse Gemeenschap ingerichte en gesubsidieerde hogescholen vertegenwoordigen :

1° ten minste een vierde van de leden de personeelsleden in de pedagogische raad, de sociale raad en de departementsraad;

2° ten minste een derde van de leden het personeel in de pedagogische raad;

3° ten minste de helft van de leden de studenten in de sociale raad;

4° ten minste een vijfde van de leden de studenten in de departementsraad;

5° ten minste een derde van de leden de studenten in de pedagogische raad.

TITEL V. — *Inspraak van de studenten*

HOOFDSTUK I. — *Instelling van een studentenraad in de hogescholen*

Art. 73. § 1. Door de studenten wordt in elke door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogeschool een studentenraad opgericht.

§ 2. De studentenraad telt ten minste 7 leden, jaarlijks gekozen door een onder de studenten; ten minste 1 lid vertegenwoordigt elk departement.

De leden worden gekozen bij een stemming waaraan ten minste 15 % van de studenten deelnemen in een hogeschool met minder dan 1 000 studenten en ten minste 10 % in een hogeschool met ten minste 1 000 studenten. Is dat quorum na 2 rondes niet bereikt, dan worden de batig gerangschikte studenten aangesteld als beheerder van de studentenraad voor één jaar, zonder vertegenwoordiging in de Gemeenschap.

De verkiezingen worden per departement georganiseerd.

§ 3. De raad draagt de leden van de organen van de hogeschool voor, gekozen in de instelling en bij voorrang onder zijn leden.

In hogescholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap worden de vertegenwoordigers van de studenten in de raad van bestuur gekozen uit de studentenraad.

In hogescholen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap worden de vertegenwoordigers van de studenten in het bestuursorgaan gekozen uit de studentenraad.

De raad wijst zijn vertegenwoordigers aan in de in artikel 78 bedoelde representatieve organisatie van de studenten in de Gemeenschap.

Art. 74. § 1. De opdracht van de raad bestaat erin :

- alle studenten van de hogeschool te vertegenwoordigen;
- de belangen van de studenten van de hogeschool te verdedigen en te begunstigen, m.n. inzake onderwijs, pedagogie en beheer van hun hogeschool;
- de actieve inspraak van de studenten te bevorderen, om ze ten volle hun rol van actieve, verantwoordelijke en kritische burger te laten spelen in de maatschappij en in hun hogeschool;
- de verspreiding van informatie tussen de overheid en de studenten te verzekeren.

§ 1. De studentenraad kan uit eigen beweging adviezen uitbrengen of voorstellen formuleren die de studenten rechtstreeks aanbelangen, over alle zaken i.v.m. beheer en onderwijs in de hogeschool.

HOOFDSTUK II. — Beschikbare middelen

Art. 75. De overheid van de hogeschool stelt ter beschikking van de studentenraad infrastructuur en materiële middelen voor de verwezenlijking van zijn opdracht.

De vertegenwoordigers van de in artikel 73 bedoelde raad mogen geen sanctie oplopen voor handelingen tijdens en voor de uitoefening van hun mandaat.

De financiële middelen worden gedeeltelijk gedekt door sociale toelagen, volgens een regeling die de Regering bepaalt.

HOOFDSTUK III. — Inspraak van de studenten in het beheer van de hogescholen

Art. 76. § 1. In door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen wonen de in artikel 73, § 3 bedoelde vertegenwoordigers van de studenten de vergaderingen van de bestuursorganen of van de raad van bestuur bij; zij zijn er stemgerichtigd.

§ 2. In de bestuursorganen zijn de studenten naar rato van ten minste 20 % vertegenwoordigd, door studenten die alle departementen vertegenwoordigen en geslaagd zijn voor hun eerste studiejaar.

HOOFDSTUK IV. — Voorlichting van de studenten

Art. 77. De studenten hebben in dezelfde mate als de andere leden van de organen waarvan zij lid zijn, toegang tot de voor hun mandaat nodige documenten.

HOOFDSTUK V. — Representatieve gemeenschapsorganisatie van de studenten

Art. 78. § 1. onder representatieve gemeenschapsorganisatie(s) van de studenten verstaat men de vereniging of eventueel de groepering van vrijwillige verenigingen van studenten die aan volgende voorwaarden voldoet :

— tot doel hebben, alle studenten te vertegenwoordigen die een door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogeschool bezoeken, en/of een van de universitaire instellingen bedoeld in artikel 1 van het decreet van 5 september 1993 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, en/of een instelling voor artistiek hoger onderwijs;

— tot doel hebben, de belangen van de studenten te behartigen o.m. inzake onderwijs, pedagogie, beheer, toegang tot hun hogeschool of instelling;

— de actieve inspraak van de studenten, zodat zij ten volle hun rol vervullen als actieve verantwoordelijke en kritische burger, in de maatschappij en hun hogeschool of instelling;

— de verspreiding van informatie naar en vanwege de studenten verzekeren.

§ 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten van de Gemeenschap wordt een jaarlijkse toelage toegekend aan elke representatieve gemeenschapsorganisatie van de studenten, opgericht als v.z.w. De Regering regelt de toekenning van de toelage en de erkenning van die organisaties.

§ 3. De verkiezingen van leden van elke representatieve organisatie vinden jaarlijks vóór 30 juni plaats.

Die organisaties zenden aan de Regering een afschrift van hun statuten en reglementen over, alsook de samenstelling van hun organen.

§ 4. Onverminderd artikel 105 pleegt de Regering overleg met de representatieve gemeenschapsorganisatie(s) van studenten over de in dit decreet bepaalde uitvoeringsmaatregelen.

§ 5. De erkende representatieve organisaties zijn alleen bevoegd om de studenten aan te wijzen die zitting hebben in de raden en commissies van de Franse Gemeenschap.

TITEL VI. — Instelling van nieuwe organen

HOOFDSTUK I. — Algemene raad van de hogescholen

Art. 79. De Regering van de Franse Gemeenschap richt bij het bestuur van het hoger onderwijs een algemene raad van de hogescholen op, uiterlijk op 31 december 1996.

De algemene raad omvat :

1. directeurs-voorzitters van de hogescholen;
2. vertegenwoordigers van de inrichtende machten;

3. vertegenwoordigers van het personeel;
4. vertegenwoordigers van de studenten;
5. vertegenwoordigers van de sociale kringen, voorgedragen door de interprofessionele bonden en de werkgeversorganisaties.

Behalve de opdrachten voortvloeiend uit andere artikelen van dit decreet is de algemene raad gelast, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering of van een hogeschool, advies te geven over elke kwestie betreffende het in de hogescholen verstrekte hoger onderwijs.

Hij moet ook de samenwerking tussen de netten bevorderen, o.m. inzake overgangen, programmerie en voortgezette opleiding.

Voor elk van de in artikel 12, § 1 bedoelde onderwijscategorieën kan de Regering aan de algemene raad hoge raden per categorie toevoegen, alsook gespecialiseerde commissies. De raden en commissies kunnen een beroep doen op externe deskundigen of op de cel voor pedagogische prospectie.

De Regering bepaalt de wijze van samenstelling en benoeming van de leden, de bevoegdheid en de werking van de algemene raad, de hoge raden en de gespecialiseerde commissies. Ze waakt voor een rechtvaardige vertegenwoordiging van de verschillende strekkingen.

HOOFDSTUK II. — *Pedagogische gemeenschapscommissie*

Art. 80. Uiterlijk vóór 31 december 1995 richt de Regering in haar diensten een pedagogische gemeenschapscommissie op, met als opdracht :

1. de Regering advies te verstrekken overeenkomstig artikel 9 over de overeenstemming van het project van elke hogeschool met artikel 6;
2. de Regering advies te verstrekken over de naleving, door een hogeschool, van haar project, overeenkomstig de artikelen 10, 11, 36, 37;
3. te bemiddelen bij belangenconflict tussen de componenten van een hogeschool, overeenkomstig artikel 94.

Art. 81. De commissie bestaat uit contractuele of statutaire personeelsleden van de diensten van de Regering en eventueel uit door de Regering aangewezen deskundigen.

HOOFDSTUK III. — *Cel voor pedagogische prospectie*

Art. 82. § 1. Uiterlijk vóór 31 december 1995 richt de Regering bij de algemene raad van de hogescholen een cel voor pedagogische prospectie op, bestaande uit een studiedienst en een dienst voor Coördinatie van beheer, onderzoek en vorming.

§ 2. De studiedienst heeft een algemene opdracht van pedagogische waarneming, o.m. :

- 1° studiewerk over de pedagogische vernieuwing, met een evaluatie;
- 2° studies over het inrichten van opleidingen met kapitalisatie van eenheden.

Die studie en die analyse gebeuren op eigen initiatief of op verzoek van de Regering of de algemene raad.

§ 3. Bij het overleg over het pedagogisch en sociaal-cultureel project, bedoeld in artikel 7, §§ 1 en 3, zorgt de dienst voor technische bijstand aan de inrichtende machten van de instellingen en aan representatieve organisaties van het personeel en de studenten.

Art. 83. De coördinatie dienst centraliseert de gegevens over de werken, de proefnemingen en eventueel de uitrusting van de hogescholen inzake onderzoek en vorming. Hij is toegankelijk voor alle personeelsleden en studenten in de hogescholen, de universitaire instellingen en de instellingen voor artistiek hoger onderwijs.

Art. 84. De cel voor pedagogische prospectie bestaat uit contractuele of statutaire personeelsleden van de diensten van de Regering en eventueel uit door de Regering aangestelde deskundigen.

HOOFDSTUK IV. — *Onderhandelingscomité*

Art. 85. De raad voor onderwijs en vorming bedoeld bij decreet d.d. 12 juli 1990 richt tegen 31 december 1995 een onderhandelingscomité op voor het onderzoek van de voorstellen tot groepering van instellingen voor hoger onderwijs en tot fusie van hogescholen en om eventuele geschillen tussen instellingen en tussen hogescholen te beslechten i.v.m. voormelde voorstellen, overeenkomstig de artikelen 54 en 63.

Art. 86. Het comité bestaat uit 3 vertegenwoordigers van de representatieve gemeenschapsorganisatie(s) van studenten, bedoeld in artikel 78, onverminderd artikel 105, één vertegenwoordiger van elke interprofessionele vakbond, één vertegenwoordiger van elke representatieve organisatie van inrichtende machten van hoger-onderwijsinstellingen en vertegenwoordigers van de overheden van opgerichte hogescholen.

HOOFDSTUK V. — *Nettoverschrijdende overlegraad*

Art. 87. De Regering richt een net overschrijdende overlegraad per zone op, om samenwerking en partnership tussen hogescholen van dezelfde zone te organiseren, o.m. voor :

- gebruik van schoolinfrastructuur;
- uitwisseling van pedagogisch materieel;
- opleiding van leerkrachten;
- oprichting van afdelingen, opties, specialisaties;
- wedertewerkstelling van personeel.

Art. 88. De raad bestaat uit één vertegenwoordiger van de overheid van elke hogeschool in de zone.

TITEL VII. — *Sociale toelagen*

Art. 89. § 1. Binnen de perken en op de wijze die bij besluit bepaald wordt, draagt de Franse Gemeenschap door jaarlijkse toelagen bij in de financiering van de sociale behoeften van de studenten.

§ 2. Deze sociale toelagen worden specifiek op de begroting uitgetrokken.

§ 3. De in § 1 bedoelde toelagen worden berekend op grond van het aantal subsidieerbare studenten op 1 februari van het jaar dat het begrotingsjaar voorafgaat. Het per subsidieerbare student toegekende bedrag wordt door de Regering bepaald en jaarlijks geïndexeerd volgens een regeling die ze bepaalt.

De hogeschool kan ook de inschrijvingsgelden of een gedeelte ervan aanwenden voor het dekken van de sociale behoeften.

Art. 90. De in artikel 89 bedoelde sociale toelagen dienen voor de werking van de in artikel 73 bedoelde studentenraad, de sociale diensten, de oriëntering, de studententehuizen en -restaurants, voor de bouw, modernisering, vernieuwing en aanpassing van de voor die doeleinden bestemde gebouwen.

Art. 91. Vóór 1 november maakt de sociale raad een begroting voor het volgende begrotingsjaar op, na advies van de studentenraad.

De begroting maakt een onderscheid tussen de verrichtingen ten laste van het lopende begrotingsjaar en die ten laste van de saldi van de vorige jaren.

De raad houdt een volledige boekhouding bij, die hij met zijn rekeningen jaarlijks aan een bedrijfsrevisor voorlegt.

Hij overhandigt de Regering vóór 31 maart een jaarrekening voor het vorige begrotingsjaar en een jaarrekening met :

1. de verantwoording van het financieel beheer in het vorige begrotingsjaar;
2. de personeelsbezetting;
3. de inventaris van het eigen vermogen;
4. het verslag van de bedrijfsrevisor of van de fungerende ontvanger;
5. een verslag over de juiste bestemming van de bijdragen van de Gemeenschap.

TITEL VIII. — Samenwerking van hogescholen

Art. 92. § 1. In het kader van hun opdracht leggen de hogescholen banden van samenwerking en partnership tussen hogescholen en met andere onderwijsinstellingen, universitaire instellingen of rechtspersonen uit beroeps-kringen. Ze maken de ruimste deelneming en bewustwording van de actoren van de onderwijsgemeenschap mogelijk.

§ 2. In het kader van hun opdracht kunnen ze onderling samenwerkingsakkoorden sluiten, alsook met instellingen voor secundair en basisonderwijs of voor sociale promotie, met universitaire instellingen of met elke rechtspersoon uit culturele of sociaal-economische kringen.

De partners kunnen Belgen of buitenlanders zijn.

Art. 93. De vertegenwoordigers van de overheden van hogescholen uit dezelfde zone komen minstens tweemaal per jaar samen in de netoverschrijdende overlegraad om de mogelijke samenwerking, bedoeld in artikel 87, te bespreken.

Tot samenwerking of partnership wordt vrij besloten, in overleg, door de overheden van elke betrokken hogeschool, na advies van hun pedagogische en hun sociale raad, volgens de beoogde samenwerking.

TITEL IX. — Het beslechten van belangenconflicten in de hogescholen

Art. 94. Bij een belangenconflict in een orgaan van een hogeschool, tussen de vertegenwoordigers van departementen of die van onderwijstypes, of tussen de componenten van organen van de hogeschool, over alle materies betreffende de hogeschool buiten de naleving van het project kan een verzoek tot bemiddeling ingediend worden bij de pedagogische gemeenschapscommissie door elke component van een orgaan van een hogeschool. De Commissie hoort de partijen, eventueel bijgestaan door hun representatieve organisatie, en streeft verzoening tussen de partijen na.

TITEL X. — Ophettings-, overgangs- en slotbepalingen

Art. 95. Het decreet d.d. 27 oktober 1994 houdende algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen wordt opgeheven.

Art. 96. De artikelen 2, 1e lid, 2bis, 2ter, 2quater, 3, 5, 5bis, § 1, a, b, c, e, § 2, § 3, a, b, 6, 7, 8, 9, 9bis, § 2, 11, 12, 13, 14, en 15 van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs gelden niet voor de hogescholen.

In dezelfde wet wordt in artikel 2ter "en 1993-1994 en 1994-1995" vervangen door "1993-1994, 1994-1995 en 1995-1996".

Art. 97. Voor de hoger-onderwijsinstellingen van de gesubsidieerde netten heeft de niet-naleving van de in de artikelen 51 t/m 57 gestelde verplichtingen het definitief verlies van het recht op toelagen tot gevolg.

Voor de instellingen van het net georganiseerd door de Franse Gemeenschap heeft de niet-naleving van die artikelen de sluiting van de hoger-onderwijsinstelling tot gevolg.

Art. 98. Voor hoger-onderwijsinstellingen van het gesubsidieerd net heeft de niet-naleving van de in de artikelen 26, 27 en 37 voorkomende bepalingen het verlies van het recht op toelagen, tot een beloop van 20 %, tot gevolg.

Voor de instellingen van het net georganiseerd door de Franse Gemeenschap heeft de niet-naleving van die bepalingen het verlies van de middelen, bestemd voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, tot een beloop van 20 %, tot gevolg.

De niet-naleving van de bepalingen wordt vastgesteld door de Regering.

De vermindering van de toelagen of werkingskredieten door de Regering ingevolge artikel 10, § 7, beloopt 20 %.

Art. 99. In afwachting van de organisatie van toelatingsexamens, bedoeld in art. 22, § 1, kunnen studenten die geslaagd zijn voor het toegangsexamen, georganiseerd door een hogeronderwijsinstelling, opgenomen in een hogeschool, of door de hogeschool, toegang krijgen tot de colleges ter verkrijging van het diploma van maatschappelijk assistent, maatschappelijk werker of sociaal adviseur.

Art. 100. Bij de oprichting van de hogeschool bestaat het bestuurscollege, in afwijking van de artikelen 67 en 70, van rechtswege uit de directeurs, adjunct-directeurs en onderdirecteurs van de hoger-onderwijsinstellingen die de hogeschool samenstellen. In het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs zijn de fungerende directeurs, adjunct-directeurs en onderdirecteurs van rechtswege lid van het bestuurscollege, voor ten hoogste 5 jaar.

Als onder de in het 1e lid bedoelde leden van rechtswege van het bestuurscollege, de verantwoordelijken voor het hoger onderwijs van het lange of het korte type, zo die 2 types in de hogeschool voorkomen, niet vertegenwoordigd zijn naar rato van ten minste 1/3 van de leden, dan benoemt de inrichtende macht, als overgangsmaatregel, tot 1 september 2001, bijkomende leden, gekozen uit het onderwijzend personeel. Ze worden aan het college toegevoegd om de verhouding van 1/3 te bereiken.

De inrichtende macht benoemt de categoriale directeurs onder de leden van rechtswege van het bestuurscollege. De categoriale directeurs, benoemd ingevolge het voorgaande lid, worden overeenkomstig artikel 71 vervangen.

Art. 101. De Regering verzekert tot 1 september 2001, in de raad van bestuur, afgezien van de in artikel 66, 4° en 5°, bedoelde externe leden in, de pedagogische raad, de sociale raad en de departementale raad van de hogescholen van de Franse Gemeenschap, de vertegenwoordiging van het hoger onderwijs van het korte en het lange type voor telkens 1/3, mits beide types in de hogeschool of het departement bestaan.

De gesubsidieerde hogescholen verzekeren tot 1 september 2001, in hun bestuurs- en adviesorganen, de vertegenwoordiging van het hoger onderwijs van het korte en het lange type voor telkens 1/3 van de leden die tot de hogeschool behoren, mits beide types in de hogeschool of het departement bestaan.

Art. 102. In afwachting van de oprichting van de algemene raad bedoeld in artikel 79, oefent de vaste raad, bedoeld in artikel 7, § 1 van voormelde wet van 7 juli 1970, de bevoegdheid uit die dit decreet aan de algemene raad toekent.

Art. 103. § 1. De hoger-onderwijsinstelling "Ecole d'interprètes internationaux" blijft onderworpen aan de bepalingen bedoeld in artikel 4, § 3, van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, gecoördineerd op 15 augustus 1991.

§ 2. De overeenkomsten tussen die instelling en de "Université de l'État de Mons" blijven toepasselijk.

§ 3. De overheid van de hogeschool waarin die instelling zal worden opgenomen, moet de in § 1 bedoelde bepalingen en de in § 2 bedoelde overeenkomsten naleven en in de interne organisatie van de hogeschool voorzien met inachtneming van die bepalingen.

Art. 104. Alle bepalingen van wetten, decreten en reglementen betreffende de instellingen voor hoger onderwijs gelden mutatis mutandis voor de hogescholen totdat de Raad of de Regering ze eventueel wijzigt of afschaft.

Art. 105. Voor het academiejaar 1995-1996 treft de Regering maatregelen tot erkenning van de representatieve organisatie(s) van studenten voor de Gemeenschap.

Voor dat jaar kunnen (kan) de voor de Gemeenschap erkende representatieve studentenorganisatie(s), bedoeld in vorig lid, uitzonderlijk representatieve studentenorganisaties in hoger-onderwijsinstellingen erkennen.

Art. 106. De wet van 22 december 1986 op de intercommunale verenigingen is toepasselijk op hogescholen samengesteld uit hoger-onderwijsinstellingen die door ten minste 2 gemeenten georganiseerd waren, onverminderd de artikelen 69 t/m 72.

Art. 107. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, behalve artikel 61 § 4, dat op 1 september 1998 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 5 augustus 1995.

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Cultuur en Volwassenenschooling,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 95 - 2354

[Mac - 29488]

28 AOUT 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant modification de l'arrêté royal du 29 mai 1972 relatif aux jours de congé rémunéré de maladie et de maternité des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical, désignés à titre temporaire, des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal du 29 mai 1972 relatif aux jours de congé rémunéré de maladie et de maternité des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical, désignés à titre temporaire, des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 12 octobre 1991 et l'arrêté du Gouvernement du 16 septembre 1993;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 25 juillet 1995;

Vu les accords du Ministre du Budget et de la Fonction publique donnés le 25 juillet 1995;

Vu le protocole de négociation du 4 août 1995 du Comité de secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux, 2e section;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant que la matière réglée par le présent arrêté ne concerne pas l'organisation de l'enseignement; que le projet n'établit pas davantage de règles nouvelles fondamentales, de nature à constituer le fondement d'autres dispositions réglementaires; que dès lors, le Gouvernement de la Communauté française est seul compétent pour le prendre;